



**Habibu Yaya Bappah**

**Pourquoi les négociations de paix ont-elles échoué en Guinée-Bissau ? Une analyse de l'économie politique de l'Accord de Conakry négocié par la CEDEAO**





**Habibu Yaya Bappah**

**Pourquoi les négociations de paix ont-elles échoué en Guinée-Bissau ? Une analyse de l'économie politique de l'Accord de Conakry négocié par la CEDEAO**

## A propos de l'auteur

Dr Habibu Yaya BAPPAH est chargé de cours à temps plein à la Faculté des Sciences Politiques et Relations Internationales de l'Université Ahmadu Bello de Zaria, au Nigeria. Ses centres d'intérêt dans l'enseignement et la recherche sont l'intégration régionale, la sécurité et la gouvernance régionales, les droits de l'Homme, la démocratie et le développement avec un accent particulier sur l'Union Africaine et la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Il a effectué des séjours et reçu des bourses de recherche au Département des Affaires Politiques, de la Paix et de la Sécurité à la Commission de la CEDEAO et au Programme pour la Paix et la Sécurité de l'Union Africaine à l'Université d'Addis-Abeba (Éthiopie). Il est un ancien élève de l'African Leadership Centre (ALC) à King's College de Londres.

## Mentions légales

Friedrich-Ebert-Stiftung, Paix et Sécurité  
Centre de Compétence Afrique Subsaharienne  
Point E, Boulevard de l'Est, Villa n°30  
BP 15416 Dakar-Fann, Sénégal  
Tél. : (+221) 33 859 20 02  
Fax : (+221) 33 864 49 31  
Email : [info@fes-pscc.org](mailto:info@fes-pscc.org)  
[www.fes-pscc.org](http://www.fes-pscc.org)

© Friedrich-Ebert-Stiftung 2018

Traduction de l'anglais :  
Ayélé Akpé Mensah  
[mensah.aye@gmail.com](mailto:mensah.aye@gmail.com)

Conception graphique : Green Eyez Design SARL,  
[www.greeneyezdesign.com](http://www.greeneyezdesign.com)

**ISBN : 978-2-490093-06-9**

*L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans l'autorisation écrite de la FES. « Les idées et thèses développées dans la présente étude sont celles de l'auteur et ne correspondent pas nécessairement à celles de la FES ».*

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Remerciements</b>	<b>04</b>
<b>Résumé analytique</b>	<b>05</b>
<b>Introduction</b>	<b>07</b>
<b>La crise politique en Guinée-Bissau</b>	<b>08</b>
<b>Facteurs structurels et contextuels influant sur le système politique en Guinée-Bissau</b>	<b>10</b>
Géographie	10
Composition socioculturelle	11
Potentiels économiques	12
Système politique et histoire politique	13
<b>Analyse du rôle joué par les acteurs dans la crise politique en Guinée-Bissau</b>	<b>17</b>
Les élites et leurs partis politiques	17
Les combattants de la lutte armée et de libération	20
Les organisations de la société civile, les chefs traditionnels et religieux, les jeunes et les femmes	20
Les acteurs régionaux	21
Les acteurs internationaux	22
<b>Analyse de l'interaction entre le contexte et les acteurs en Guinée-Bissau</b>	<b>24</b>
<b>Quels opportunités et défis pour une paix durable en Guinée-Bissau ?</b>	<b>32</b>
<b>Conclusion</b>	<b>36</b>
<b>Recommandations</b>	<b>37</b>
Dans le court terme	37
Dans le moyen terme	38
Dans le long terme	38
<b>Références</b>	<b>39</b>

## REMERCIEMENTS

Cette publication est le résultat d'un travail scientifique rigoureux mis en place par le bureau Paix et Sécurité Centre de Compétence Afrique Subsaharienne de la Friedrich Ebert Stiftung (FES) pour réfléchir sur la situation économique-politique en Guinée Bissau. L'objectif étant de contribuer à la proposition de nouvelles approches et réponses en matière de sécurité collective. Nous voudrions formuler nos chaleureux remerciements à tous les experts qui ont activement participé à ce travail collégial avec leurs contributions pluridisciplinaires et plurisectorielles. La FES PSCC exprime sa profonde gratitude au Professeur Carlos CARDOSO, Chercheur et Directeur du Centre de Recherche Amilcar Cabral (CESAC) à Bissau ainsi qu'au Professeur agrégé Davis AWORAWO, expert en Études stratégiques, relations internationales, histoire politique et développement pour leur générosité dans le partage de leur connaissance et expérience dans le but de parfaire cette étude. Un remerciement particulier et sincère est adressé au Dr. Habibu Yaya BAPPAH qui a rédigé en bonne et due forme cette publication conformément à la demande de la FES.

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La présente étude se veut un examen de la crise politique actuelle en Guinée-Bissau, une crise qu'elle explique dans une perspective d'économie politique. L'étude examine l'Accord de Conakry négocié par la CEDEAO et fait des recommandations pour sortir de la crise et promouvoir la stabilité dans le pays. Avec des institutions fragiles et des ressources financières limitées, la Guinée-Bissau est un État sortant d'un conflit. Au cours des deux dernières années, le pays n'a pas eu de gouvernement stable, ni de budget et pour cause, une impasse politique due principalement aux divergences politiques et au manque de confiance entre le président de la République, José Mário Vaz et son ancien premier ministre et leader de leur parti, le PAIGC, M. Domingos Simões Pereira. Malgré l'intervention de la CEDEAO qui a négocié l'Accord de Conakry pour sortir le pays de cette impasse, des désaccords persistaient entre les élites sur sa mise en œuvre. L'étude établit que la lutte politique est non seulement la manifestation d'une lutte profonde des élites au sein du PAIGC, mais également une transition incomplète de l'économie contrôlée par l'État vers une démocratie libérale avec une économie de marché.

En termes de méthodologie, l'étude a recueilli des données d'entretiens anonymes avec d'anciens fonctionnaires des Nations unies et des commandants des forces de la CEDEAO en Guinée-Bissau (ECOMIB), des fonctionnaires de la Commission de la CEDEAO en Guinée-Bissau, des communiqués de la CEDEAO, des rapports du Secrétaire général des Nations unies sur la Guinée-Bissau, des reportages des médias sur la situation dans le pays, ainsi que des travaux de recherche universitaires dans les ouvrages et les revues. La méthode d'analyse des données utilisée comprend la triangulation,

l'analyse d'éléments et l'analyse de l'économie politique.

L'étude a révélé que la crise politique actuelle en Guinée-Bissau est une manifestation de la transition incomplète d'un État socialiste à parti unique vers un État libéral et démocratique avec une économie de marché dans laquelle les élites sont devenues des hommes d'affaires et en même temps des hauts fonctionnaires. La compétition entre élites pour l'accès aux ressources se traduit par la lutte pour le contrôle de l'État. Dans le processus, le sentiment ethno-religieux est de plus en plus utilisé comme un outil de lutte politique et les lacunes dans ce système semi-présidentiel du pays sont exploitées pour rendre l'État dysfonctionnel.

Bien que la Guinée-Bissau soit généralement considérée comme l'un des pays les plus pauvres du monde, elle est riche en ressources naturelles et a une bonne performance économique grâce au soutien des institutions financières et de développement internationales. Cela a suscité l'intérêt de nombreux acteurs régionaux et internationaux, qui ont annoncé une aide financière d'environ 1,6 milliard de dollars américains pour financer le programme *Terra Ranka* (nouveau départ) du pays. En conséquence, les querelles politiques de l'élite sont alimentées par la lutte pour le contrôle du pouvoir de l'État afin de s'assurer l'accès aux richesses naturelles du pays et à l'énorme aide financière des partenaires internationaux.

L'étude identifie les opportunités et les défis dans le contexte actuel de la crise, que pourraient explorer les acteurs pour mettre fin à l'impasse politique et apporter la stabilité politique dans le pays. Il s'agit notamment de la non implication des militaires dans la crise politique actuelle grâce à la présence des forces de l'ECOMIB, aux sanctions imposées et aux

pressions exercées par la communauté internationale sur les officiers supérieurs accusés d'implication dans le trafic de drogue ; à la réforme du secteur de défense et de sécurité, à l'attention soutenue et à la pression exercée sur les politiciens pour qu'ils accélèrent le dialogue et la sortie de l'impasse politique conformément à l'Accord de Conakry ; au retrait de l'ECOMIB prévu d'ici à fin 2017 et aux prochaines élections législatives en 2018, ce qui pourrait apporter un certain équilibre quant au contrôle du pouvoir au sein du Parlement et donner ainsi l'occasion à une partie à la crise d'avoir la majorité qui lui permette de gouverner le pays.

Enfin, l'étude recommande que la CEDEAO devrait envisager de reporter le retrait prévu des forces de l'ECOMIB au moins jusqu'aux élections parlementaires en 2018; les réformes économique et financière du pays, soutenues par les institutions financières et de développement internationales devraient se poursuivre ; le gouvernement devrait continuer le processus de réforme constitutionnelle ; tous les acteurs dans le pays devraient lancer les processus de réforme politique ; les Bissau-Guinéens devraient œuvrer à ce que la population tire parti des ressources naturelles et agricoles du pays et contribue à la sécurité économique et alimentaire en Afrique.



## INTRODUCTION

La crise politique qui sévit actuellement en Guinée-Bissau a laissé le pays sans programme gouvernemental, budgétaire et économique stable pendant près de deux ans. L'étude examine et explique la crise dans une perspective d'économie politique. Elle examine également l'Accord de Conakry négocié par la CEDEAO et propose des recommandations pour sortir de la crise et promouvoir la stabilité dans le pays. La Guinée-Bissau est un État sortant d'un conflit, avec des institutions fragiles et des ressources financières limitées. La mise en œuvre de l'Accord est analysée dans le contexte de facteurs structurels et dynamiques qui ont entretenu l'instabilité dans le pays au fil des ans.

En termes de méthodologie, l'étude a utilisé des données recueillies lors d'entretiens anonymes avec d'anciens fonctionnaires des Nations Unies (ONU) et des commandants de la force auxiliaire de l'ECOMIB, des fonctionnaires de la Commission de la CEDEAO ayant travaillé en Guinée-Bissau. Ces entretiens sont enregistrés comme enquête sur place. L'étude s'est également inspirée des rapports du Secrétaire Général des Nations Unies sur la Guinée-

### Guinée-Bissau

**Capital :** Bissau

**Population :** 1,9 million d'habitants

**Superficie :** 36.125 km<sup>2</sup>

**Monnaie :** Franc CFA

**PNB :** 1,3 milliard de dollars américains

**Revenu par habitant :** 590 dollars américains

**Taux d'inflation :** 3%

**Taux de croissance du PIB :** 5%

**Indice de développement humain**

**(rang / 188) :** 178

**Indice de développement humain**

**(échelle 0 à 1) :** 0,424

**Source :** Banque Africaine de Développement (2017)

Bissau, des communiqués de la CEDEAO, des rapports des médias sur la situation du pays, ainsi que des résultats de travaux de recherche universitaire dans les ouvrages et les revues. La méthode d'analyse des données utilisées comprend la triangulation, l'analyse d'éléments et l'analyse de l'économie politique.

## LA CRISE POLITIQUE EN GUINÉE-BISSAU

La Guinée-Bissau est un État en situation post-conflit avec des institutions fragiles et des ressources financières limitées. Malgré que ce pays soit l'un des pays les plus pauvres du monde, il compte parmi les plus riches en termes de potentiel de ressources naturelles et agricoles. En raison de la longue période d'instabilité politique qu'a connu ce pays, ses institutions politiques et de gouvernance ne se sont pas développées comme l'auraient souhaité les élites révolutionnaires post-coloniales. Depuis son accession à l'indépendance en 1974, après environ 11 ans de lutte armée, cette ancienne colonie portugaise a connu des coups d'État militaires, des mutineries, des assassinats et une guerre civile. En 2014, après une décennie marquée par des crises politiques, le pays est retourné au régime civil avec l'élection de José Mário Vaz à la présidence et de Domingos Simões Pereira à la présidence du principal parti politique du pays, le Parti africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC). L'organisme régional de l'Afrique de l'Ouest, la CEDEAO, a joué un rôle majeur dans le processus de transition qui a conduit aux élections en soutenant le gouvernement de transition et la Commission électorale dans les domaines de la sécurité et du financement. L'espoir renaît quant à la stabilité future dans ce pays où un gouvernement élu n'est jamais allé au terme de son mandat. Pourtant, tel ne devrait pas être le cas. En effet, depuis un an et demi, le pays a sombré dans des rivalités politiques entre les élites politiques, en particulier entre le président Vaz et son ancien premier ministre et leader de leur parti politique, le PAIGC, Domingos Pereira. Le président Vaz a dissout le gouvernement de Pereira, qui était en place depuis près d'un an. Depuis la dissolution de ce gouvernement, le

pays n'a pas été en mesure de mettre en place un nouveau gouvernement qui soit plus stable. Les nominations successives de quatre premiers ministres différents se sont soldées par des controverses: Baciro Dja a été nommé, mais a dû démissionner après que la Cour Suprême a déclaré sa nomination inconstitutionnelle; le Président a limogé Carlos Correia et son cabinet après que le Parlement a rejeté leurs programme et budget avec la collusion active de 15 députés du PAIGC, considérés comme des dissidents; le Président a nommé de nouveau Baciro Dja que les partis politiques au Parlement ont encore une fois rejeté. La CEDEAO est intervenue et a négocié l'Accord de Conakry, qui préconise des moyens de sortir de la crise politique et institutionnelle, notamment trouver un premier Ministre de consensus qui a la confiance du Président. Sur cette base, le Président Vaz a nommé unilatéralement Umaro Sissoko Embaló qui a été lui aussi rejeté par le PAIGC. Cette controverse sur la formation d'un gouvernement a empêché au Parlement d'adopter les programmes économiques nécessaires pour relancer la situation socio-économique du pays et l'engager sur la voie du redressement et du développement post-conflit. En l'absence d'un budget approuvé, le gouvernement gère à présent les problèmes de favoritisme et d'attribution illégale de fonds par des fonctionnaires loyaux et des agents publics nommés par le Président.

Depuis 1998, la CEDEAO a été un acteur clé dans la résolution des crises dans le pays. Sa mission spéciale à Bissau et sa force de maintien de la paix, la Mission de la CEDEAO en Guinée-Bissau (ECOMIB), jouent un rôle crucial dans la sécurité et la stabilité du pays. Dans ses efforts visant à juguler la crise actuelle, la 49<sup>e</sup> Session ordinaire de la Conférence au sommet des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO a décidé d'envoyer une mission de médiation

présidentielle à Bissau le 10 septembre 2016. Cette mission était dirigée par le Président Alpha Condé de Guinée Conakry, médiateur désigné et accompagné du président Ernest Bai Koromah de la Sierra Leone. La mission a été mandatée pour établir un processus de dialogue inclusif afin de venir à bout de la crise. Dans le cadre de ce mandat, la mission a examiné le rapport d'une précédente mission ministérielle de la CEDEAO à Bissau et tenu de larges consultations avec différentes parties prenantes dont le président Vaz, le président de l'Assemblée populaire nationale, le premier Ministre et les dirigeants des deux principaux partis politiques au Parlement à savoir le PAIGC et le Parti du Renouveau Social (PRS), les 15 parlementaires dissidents du PAIGC, ainsi que les représentants des autres partis au Parlement. La mission présidentielle a également tenu des consultations avec des représentants de la communauté internationale à Bissau, à savoir les Nations unies, l'Union africaine, l'Union européenne, la CEDEAO et la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP). À l'issue de ces consultations, une feuille de route en six points pour la résolution de la crise politique a été signée le 10 septembre 2016 à Bissau. Dans le cadre du suivi de ces pourparlers, le président Condé a convoqué à Conakry une réunion de consultations, à laquelle ont participé les principales parties au conflit, à savoir le président de l'Assemblée nationale populaire, le premier Ministre, les dirigeants du PAIGC et le Parti pour le renouveau social. (PRS), d'autres partis représentés au Parlement du pays (Parti pour la Nouvelle Démocratie - PND, Parti de la Convergence Démocratique - PCD, Union pour le Changement -UM), ainsi que des chefs religieux et des représentants de la société civile. La réunion a abouti à la signature de l'Accord de Conakry sur la mise en œuvre de la feuille de route de la CEDEAO pour la résolution de la crise politique en

Guinée-Bissau. L'Accord est important à bien des égards. Il met en évidence des accords en 10 points sur la nomination non seulement d'un premier ministre de consensus, mais aussi sur l'institutionnalisation des processus de réforme du secteur politique et de sécurité dans le pays. Aujourd'hui, l'Accord de Conakry est internationalement reconnu comme l'accord de paix qui peut faire sortir de l'impasse politique dans laquelle se trouve le pays en mettant en place un gouvernement de consensus, en développant et en adoptant des programmes gouvernementaux susceptibles d'amorcer la transformation socio-économique du pays. Néanmoins, la mise en œuvre de l'Accord a été bloquée par un désaccord sur la nomination d'un premier Ministre de consensus. Le Premier Ministre Umaro Sissoko Embaló, qui est l'un des trois candidats proposés lors des négociations de l'Accord de Conakry, n'a reçu ni le soutien du PAIGC ni celui du président du Parlement. M. Embaló a soumis le programme de son gouvernement au Parlement, programme qui a été rejeté par la Commission permanente du Parlement au motif de non-reconnaissance du gouvernement. Lorsque les 15 députés dissidents du PAIGC se sont alliés avec les députés du PRS pour former une majorité au Parlement, le Président a décidé de ne pas convoquer une session par crainte de perdre le contrôle du Parlement et par conséquent, la crise politique persiste. Le Parlement ayant été dissout, le programme du gouvernement ne peut être examiné ni adopté. La CEDEAO a menacé les élites politiques de sanctions ciblées, notamment le retrait, à partir de septembre 2017, de l'ECOMIB qui assure la sécurité personnelle et contribue à la stabilité du gouvernement et du pays. Lors du sommet de juin 2017, le Président Vaz a demandé à ses pairs de lui donner l'occasion de travailler avec un groupe de femmes en Guinée-Bissau, qui se battent pour négocier la sortie de l'impasse

politique. Certains facteurs structurels et contextuels influencent la situation politique du pays, à savoir sa géographie, sa composition socioculturelle, son potentiel économique, son système politique et son histoire.

## FACTEURS STRUCTURELS ET CONTEXTUELS INFLUANT SUR LE SYSTÈME POLITIQUE EN GUINÉE-BISSAU

### Géographie

Géographiquement, la Guinée-Bissau est située sur la côte Atlantique nord de l'Afrique de l'Ouest, entre la Guinée Conakry et le Sénégal. Le pays est constitué d'une partie continentale, des îles Bisagos (Arquipélago dos Bijagós) et de différentes îles côtières. Avec une superficie d'environ 36.120 kilomètres carrés (13.946 milles carrés), le pays est une région côtière basse de marécages, de forêts tropicales et de zones humides couvertes de mangroves, avec environ 88 îles qui s'étendent sur 48 km au large de l'océan Atlantique. Ces caractéristiques géographiques constituent un lourd fardeau administratif et un défi tant pour le gouvernement colonial que pour le gouvernement post-colonial. Au XV<sup>e</sup> siècle et au début du XVI<sup>e</sup> siècle, les Portugais dominaient toute la côte occidentale de l'Afrique, mais ils ne se sont pas souciés d'établir un contrôle politique total sur la région. Leur monopole céda peu à peu à des incursions de puissances françaises, néerlandaises, anglaises et européennes. Les Français se sont établis sur les frontières nord et sud de l'actuelle Guinée-Bissau et ont placé la région de la Casamance au Sud du Sénégal entièrement sous domination française à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les Anglais quant à eux, rivalisèrent avec les autorités portugaises sur la côte et un différend, qui a persisté entre les deux puissances, a abouti à la domination portugaise sur la Guinée-Bissau. Ces disputes avec d'autres puissances coloniales ont amené les Portugais à établir leur contrôle politique sur le territoire. En tant que puissance coloniale européenne, le Portugal n'a pas fait

grand-chose pour jeter les bases d'un système politique, administratif et économique sur lequel pourrait se développer un nouvel État indépendant. La petite taille de cette colonie et de sa population (environ 170.000 habitants en 1901), l'absence de ressources naturelles de valeur commerciale ont limité la Guinée-Bissau à un rôle secondaire pour le Portugal, par rapport à ses autres colonies africaines. Ainsi, l'intervention portugaise en Guinée-Bissau était principalement mercantile et pour cause, le pays n'avait pas de plantations et n'avait presque rien qui valût le nom d'« agro-industrie ». Les quelques aventuriers qui s'établirent en Guinée-Bissau se mariaient entre eux, employaient leurs parents et quelques autres individus, dirigeaient essentiellement des entreprises familiales et échappaient d'une manière générale aux lois et à l'administration portugaises - ou en firent partie à leurs propres fins. De nombreuses questions territoriales entre le pays et ses voisins n'ont été réglées qu'après l'indépendance du pays en raison du contrôle politique limité exercé par les Portugais. Par exemple, la frontière maritime du pays a été partiellement délimitée dans les années 80 et 90 par un tribunal arbitral. Dans le cas de la frontière du pays avec la Guinée-Conakry, la répartition a eu lieu par la sentence arbitrale du 14 février 1985. De même, la délimitation de la frontière maritime avec le Sénégal s'est faite partiellement par la sentence arbitrale du 31 juillet 1989. En mai 1990, les troupes bissau-guinéennes ont affronté les troupes sénégalaises à Sao Domingo, dans le nord du pays. Dans sa réponse à ces affrontements, le Bureau politique du PAIGC a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle fasse pression sur le Sénégal afin qu'il « respecte les principes et les normes du droit international ». Les problèmes territoriaux concernant les frontières terrestres et maritimes persistent à ce jour et constituent l'un des problèmes

régionaux susceptibles d'entraver la résolution pacifique de la crise politique en Guinée-Bissau.

## Composition socioculturelle

en ce qui concerne les groupes ethniques et linguistiques, la population de la Guinée-Bissau comporte plus de 20 ethnies africaines, notamment les Balantas, les Fulanis et leurs nombreux sous-groupes, les Diolas, les Nalus, les Bijagós, les Landumas, les Papeis (Pepel) et les Malinkés. Il existe également une petite minorité capverdienne aux origines mixtes africaines, européennes, libanaises et juives. Les principaux groupes ethniques de la population sont répartis comme suit : les Balantas, environ 30% de la population ; les Fulas (Fulani), environ 20% ; les Mandingues (Mandingo), environ 13% ; les Manjacos, environ 14% ; et les Papeis, environ 7%. Au plan religieux, la population peut être divisée en trois groupes principaux : les religions traditionnelles africaines, les musulmans et les chrétiens de diverses dénominations. Un tableau de 2008 sur la répartition des croyances religieuses montre que les adeptes de l'islam, c'est-à-dire les musulmans, sont majoritaires dans le pays avec environ 45,1%, suivis des chrétiens, 22,1%, des animistes, 14,9% et autres 17,9%. La population musulmane est principalement dominée par les Fulanis et les Mandingues, concentrés dans le Nord et le Nord-Est. Les Balantas et Papeis vivent dans les régions côtières du Sud et les Manjacos occupent les zones côtières du Centre et du Nord. L'ethnicité et la religion jouent un rôle subtil dans la politique nationale de la Guinée-Bissau. Elle a pris de l'ampleur ces dernières années. Compte tenu de leur nombre, il y a de plus en plus le sentiment que la population musulmane veut avoir le contrôle du pouvoir dans le pays, pouvoir qui a été pendant longtemps entre les mains des chrétiens. Par conséquent, la forte intégration nationale,

qui a été développée par l'idéologie et la politique du mouvement d'indépendance du PAIGC et les premiers gouvernements postcoloniaux qui ont préconisé un modèle national d'unité-dans-la-diversité ethnique est en train de disparaître. Dans la crise politique actuelle, les manipulations ethno-religieuses dans le pays ont été introduites par les élites.

## Potentiels économiques

L'économie de la Guinée-Bissau dépend largement de l'agriculture et de la pêche. L'agriculture prédomine puisqu'elle représente 54% du PIB, occupe 85% de la population active et représente 93% des exportations. Les principales cultures sont le riz et les noix de cajou. Toutefois, l'agriculture est confrontée à plusieurs contraintes, en particulier le mauvais état des routes, le manque d'assistance technique pour assurer des gains de productivité considérables et la fourniture insuffisante de biens essentiels pour mener des activités dans le secteur. L'exploitation illégale et le trafic illicite de stupéfiants contribuent également à cette situation. En termes d'indicateurs économiques, la Guinée-Bissau est classée comme pauvre. Deux Bissau-Guinéens sur trois vivent en-dessous du seuil de pauvreté extrême. Cependant, le pays a un énorme potentiel en ressources naturelles. Le potentiel d'exploitation des ressources minérales est considérable, notamment le phosphate, la bauxite et les sables minéraux. L'exploration pétrolière et gazière offshore a commencé dans le pays. De nombreux investisseurs étrangers se bousculent pour accéder à ces ressources, ce qui alimente, sans s'en rendre compte, les crises politiques dans le pays.

La Guinée-Bissau regorge en outre d'abondantes ressources halieutiques. Le pays a une côte longue d'environ 274 km et plus de

15.000 personnes travaillent dans la transformation et la commercialisation du poisson. Avec un potentiel annuel de 300.000 tonnes, le secteur de la pêche représente le potentiel le plus élevé et le plus immédiat qui n'a pas encore été exploité jusqu'ici en raison d'un environnement non propice au développement du secteur privé et d'une capacité institutionnelle inadéquate.

Une autre activité économique importante dans le pays est l'exploitation forestière. En effet, près de 70% de la superficie de la Guinée-Bissau est couverte de forêts. Cependant, l'exploitation forestière illégale est répandue dans le pays et la situation s'est aggravée après le coup d'État militaire de 2012, qui a entraîné une rupture de l'état de droit. La chute des prix des noix de cajou et la demande de bois de la Chine, exacerbées par la complicité des politiciens et des officiers supérieurs de l'armée, ont conduit à l'augmentation de l'exploitation illégale. En conséquence, le gouvernement de la Guinée-Bissau a décrété en avril 2015, un moratoire de cinq ans sur l'exploitation forestière.

Par ailleurs, le trafic de cocaïne s'est développé dans le pays. En 2008, les Nations unies ont déclaré la Guinée-Bissau le premier « État narco » en Afrique car à un moment donné, presque un quart du volume total de la cocaïne destinée à l'Europe transitait par ce pays. Certains responsables militaires et gouvernementaux ont été impliqués dans le trafic de drogue. Par exemple, en 2014, José Américo Bubo Na Tchuto, ancien commandant de la marine bissau-guinéenne, a plaidé coupable devant un tribunal américain pour avoir importé des stupéfiants aux États-Unis. La proximité de l'Amérique du Sud par la mer, l'existence de nombreuses îles inhabitées et isolées, les longues frontières inhabitées, la pauvreté généralisée et les structures de gouvernance inadéquates ont

fait de la Guinée-Bissau un lieu idéal pour le trafic de drogue et d'êtres humains. Les cartels de la drogue sont profondément ancrés dans le système politique du pays, comme l'explique l'historien gambien Hassoum Ceesay : « Même si les narco-trafiquants ne prenaient pas le pouvoir, ils étaient extrêmement proches du pouvoir central. Les trafiquants ont profité de la faiblesse inhérente de l'État, qu'ils ont exacerbée par leur présence ». La lutte contre le trafic de drogue a amené certains pays, comme les États-Unis d'Amérique, à s'intéresser aux développements dans le pays.

## Système politique et histoire politique

la nature du système politique en Guinée-Bissau est une autre source de rivalités dans le pays. Depuis 1993, le pays a un système semi-présidentiel, avec un président directement élu par le peuple, un Premier ministre nommé par le président en fonction des résultats des élections et, après consultation avec les partis politiques représentés à l'Assemblée nationale, un cabinet qui est nommé par le président sur recommandation du Premier ministre. La caractéristique du système est la disposition constitutionnelle qui confère des pouvoirs politiques quasi égaux aux organes de souveraineté de l'État, à savoir le Président de la République, l'Assemblée nationale populaire, le gouvernement et les tribunaux. Bien que la Constitution définisse leur relation sur la base de la séparation et de l'indépendance, de la souveraineté et de la subordination de tous à la Constitution, elle est problématique dans la pratique. L'article 62 de la Constitution stipule que le Président de la République est le chef de l'État, symbole de l'unité, garant de l'indépendance nationale et de la Constitution et commandant en chef des forces armées ;

il est également le représentant de la République de Guinée-Bissau. Le président a le pouvoir de dissoudre l'Assemblée nationale populaire et de destituer le gouvernement. Les détenteurs de ces pouvoirs en ont abusé en tant que moyen d'influencer l'exercice de l'activité gouvernementale. Néanmoins, l'article 76 de la Constitution dispose que l'Assemblée nationale populaire est l'organe législatif suprême et l'administrateur politique, représentatif de tous les Bissau-Guinéens ; elle se prononce sur les questions fondamentales de politique intérieure et extérieure de l'État. La Constitution dispose également que le gouvernement formé par le Premier ministre et constitué de ministres et de secrétaires d'État, est l'organe exécutif et administratif suprême du pays ; il formule des politiques pour le pays conformément à son programme qui est approuvé par l'Assemblée nationale populaire. L'article 98 prévoit que le Premier ministre est nommé par le Président de la République en fonction des résultats des élections et après consultation des partis politiques représentés à l'Assemblée nationale populaire et que les ministres et secrétaires d'État sont nommés par le Président de la République sur proposition du Premier ministre. En tant que chef du gouvernement, le Premier ministre a le devoir d'orienter et de coordonner son action et d'assurer l'exécution des lois ; le Premier ministre est également tenu par la Constitution, sans préjudice des autres attributions qui lui sont conférées par la Constitution et la loi, de tenir le Président de la République informé des questions de politique intérieure et extérieure du pays. Les Tribunaux quant à eux, sont des organes de souveraineté ayant compétence pour administrer la justice au nom du peuple. Cette complexité constitutionnelle a en partie contribué à la crise politique actuelle dans le pays.

De plus, le passé du pays a beaucoup d'influence

sur le présent. La crise politique actuelle est le reflet des expériences passées, à savoir l'expérience politique et économique du pays depuis la colonisation jusqu'à la construction de l'État post-colonial en passant par la lutte armée de libération. La Guinée-Bissau est l'une des cinq anciennes colonies du Portugal en Afrique. Les deux autres sont l'Angola et le Mozambique. Contrairement aux deux autres, les colons portugais n'ont pas appliqué leur politique d'implantation, d'expropriation massive des paysans, d'établissement de grandes plantations et de mines capitalistes en Guinée-Bissau. De gros efforts n'étaient pas nécessaires pour construire un État colonial. Les structures ethniques et sociales traditionnelles ont été laissées intactes, et le seul contact avec l'autorité coloniale pour la grande majorité de Bissau-Guinéens était avec le collecteur d'impôts, le policier et le soldat. D'une manière générale, les populations locales de la Guinée-Bissau peuvent être classées en deux catégories : les « sociétés horizontales » constituées des éléments puissants d'une communauté villageoise et les sociétés hiérarchisées féodales. Amilcar Cabral a analysé ces sociétés quant à leur possibilité d'adhésion au mouvement de libération et a estimé que les sociétés horizontales seraient les plus disposés à se joindre au mouvement. Les communautés hiérarchisées s'adonnaient plutôt à l'exploitation et à l'expropriation. Ils ont échangé des esclaves contre des marchandises avec les Portugais. Le plus grand groupe des sociétés horizontales est celui des Balantes parmi lesquels chaque village détient les droits de propriété foncière, mais les produits de l'agriculture et les instruments de production appartiennent au chef de famille, qui est un homme. Chez les Balantes, il n'y a pas d'accumulation de surplus social. De plus, les femmes participent à la production alimentaire et jouissent des droits de propriété

sur ce qu'elles produisent, ce qui leur donne un certain degré de liberté. Chez les Balantes, la polygamie est l'exception plutôt que la règle et une veuve a le droit d'épouser un homme de son choix après la période d'attente requise, plutôt que d'être automatiquement héritée par le frère de son mari défunt. L'idéologie religieuse est animiste, tel n'est pas le cas des sociétés hiérarchisées comme les Fulas dont la société repose sur un niveau technologique plus élevé, y compris la métallurgie artisanale, la division des classes et l'exploitation des classes. Il existe également un système d'accumulation sociale, selon lequel le paysan doit donner un pourcentage de son produit au chef et à ses serviteurs. Chez les Fulas, la plupart des femmes manquent de droits sociaux et économiques et la polygamie est largement pratiquée. Une combinaison de théologie islamique et de divinités traditionnelles crée une caste distincte de prêtres, gardées par le chef qui règne sur la vie intellectuelle de la société. Grâce à cette formation ethnique et sociale, le mouvement de libération a trouvé sa réponse la plus forte et la plus rapide chez les Balantes. En conséquence, les Balantes dominent les forces armées à ce jour. De toute évidence, les Fulas n'avaient pas pleinement adhéré au mouvement de libération et s'étaient alliés aux Portugais. Néanmoins, Amilcar Cabral a mené une campagne très active auprès de ces groupes hiérarchisés au sein de leurs communautés, en les éduquant sur l'importance de la lutte de libération et du changement social.

La lutte de libération du PAIGC a commencé comme une campagne purement politique, mais elle a été rapidement et brutalement réprimée par les colonialistes. Amilcar Cabral a identifié les travailleurs salariés du port comme étant la force révolutionnaire consciente parmi les différents segments de la population du pays, parce qu'ils pouvaient



comprendre l'exploitation coloniale à cause de leur situation économique et de leur habitation dans le centre urbain. Aussi, en 1959, lorsque les travailleurs du port de Pidjiguiti se sont mis en grève pour obtenir des salaires plus élevés, les colonialistes ont réagi brutalement en tuant 50 travailleurs et en blessant plusieurs autres. Ce fut le tournant décisif et le début de la lutte armée menée par le PAIGC. En 1961, le PAIGC entreprit une action directe (sabotage et attaques contre les installations coloniales), suivie en 1963, d'une guerre ouverte avec le soutien de la Chine et des pays du bloc de l'Est. De 1963 à 1973, le PAIGC acquit et consolida le contrôle des zones conquises du territoire de la Guinée-Bissau et commença à administrer politiquement et économiquement les zones libérées, en créant et en assurant le fonctionnement quotidien d'écoles, d'établissements de santé et d'un réseau de « magasins populaires », où les producteurs locaux vendaient leurs produits et achetaient d'autres produits agricoles, ainsi qu'un certain nombre de biens de consommation. La lutte armée a également bénéficié du soutien des pays voisins, avec le PAIGC qui a ouvert son siège à Conakry. Le 24 septembre 1973, le PAIGC déclara unilatéralement l'indépendance du pays à Madina do Boé, alors qu'il n'avait pas encore le plein contrôle du territoire. De nombreux pays socialistes de l'ONU ont reconnu cette indépendance, mais ce n'est qu'après le renversement de la dictature de Salazar au Portugal en avril 1974 que le Portugal a accordé au territoire son indépendance.

Après l'indépendance, le PAIGC s'est lancé dans un projet de construction de l'État basé sur sa seule domination, qui influence encore l'unité et la stabilité de la Guinée-Bissau à ce jour. Lorsque la Guinée-Bissau a obtenu son indépendance en 1974, le nouveau gouvernement du PAIGC a immédiatement été

confronté à des problèmes tels qu'une administration publique inexpérimentée, une structure sociale très fragmentée et un système politique extrêmement instable. Le nouveau gouvernement social-démocrate, dirigé par Luis Cabral, demi-frère d'Amilcar Cabral qui a été assassiné, a commencé cette tâche ardue de construction de l'État et de transformation économique. De 1973 à 1980, le PAIGC a tenté de construire un État social-démocrate en Guinée-Bissau. Il a établi un État à parti unique de gauche qui cherchait à contrôler et à exercer son autorité sur la société, l'économie et la culture. Avec peu d'infrastructures économiques et une grande partie du pays pratiquement inaccessible, les nouveaux dirigeants du PAIGC n'ont pas été en mesure de mettre en œuvre une politique économique d'agro-industrialisation. Le programme socialiste rigide, qui limitait les entreprises privées aux petits magasins, a finalement échoué et le gouvernement a été renversé par un coup d'État. Deux problèmes ont été à la base de la chute de ce premier gouvernement. Premièrement, l'échec de la politique économique qui a créé une situation économique épouvantable caractérisée par des pénuries de nourriture et de produits de base en raison de la sécheresse qui sévissait à l'époque dans le pays. Deuxièmement, la rivalité entre les « mestiços » capverdiens qui étaient plus éduqués et occupaient des postes de responsabilité au sein du gouvernement de Luis Cabral et les Bissau-Guinéens, en particulier les Balantes qui constituaient l'essentiel de la guérilla pendant la lutte de libération. Les Balantes vivaient dans la peur de la domination des métis, la race mixte. Ainsi, l'inquiétude des Bissau-Guinéens avait augmentée lorsque Luis Cabral a tenté de consolider ses pouvoirs. Une nouvelle constitution, adoptée le 10 novembre 1980, a instauré un régime présidentiel qui augmente le pouvoir de Luis Cabral au détri-

ment du président de l'Assemblée nationale populaire, Comandante João Bernardo « Nino » Vieira. Quatre jours plus tard, le 14 novembre, sous le prétexte d'une situation économique insoutenable, Vieira, chef de la guérilla populaire du PAIGC et ministre des forces armées depuis l'indépendance, a mené un coup d'État militaire qui a renversé Luis Cabral et suspendu la Constitution. Après ce coup d'État, le Cap-Vert a mis fin à son union avec la Guinée-Bissau. Vieira a nommé un Conseil de la Révolution, qui a dirigé le pays pendant quatre ans. La faction qui a dirigé le coup d'État s'est baptisé le Mouvement de réajustement et a promis de corriger les erreurs commises par Cabral, telles que le programme de développement socialiste et les violations des droits de l'homme. Le pays a poursuivi ses politiques socialistes et la dissidence politique a été interdite. Depuis le coup d'État, les forces armées bissau-guinéennes ont occupé une place importante dans la vie politique du pays à ce jour.

La situation économique de la Guinée-Bissau ne s'est pas améliorée sous le Conseil de la Révolution. En 1984, sous la direction du PAIGC, l'Assemblée nationale populaire a adopté une nouvelle Constitution qui a mis fin au règne du Conseil de la Révolution. La Constitution

préconisait la construction d'une société pluraliste, juste et libre. Elle ouvrait la voie à un système politique multipartite et prévoyait une organisation économique et sociale du pays basées sur les principes d'« économie de marché », de « subordination du pouvoir politique au pouvoir économique » et de « coexistence de propriété publique, coopérative et privée » (article 11, paragraphe 1). La Constitution prévoyait également un certain nombre de dispositions relatives à la souveraineté et aux droits du peuple, aux étrangers, à l'unité et aux assurances de garanties de vie digne pour les combattants de la liberté de la patrie. La Constitution de 1984 a été modifiée en 1991, 1993, 1995 et 1996 respectivement. Avec l'ouverture de l'espace politique, de nouveaux partis politiques ont vu le jour, allant ainsi à l'encontre du monopole du PAIGC. Ces partis ont été formés par des élites qui se sont séparées du PAIGC, comme Kumba Yala, qui a formé le PRS. Depuis lors, les alliances politiques du parti et de l'élite sont devenues chose courante pour remporter les élections et former un gouvernement. Pour expliquer la situation politique qui prévaut actuellement dans le pays, il faudrait tout d'abord identifier les différents acteurs du conflit et connaître leurs motivations.

## ANALYSE DU RÔLE JOUÉ PAR LES ACTEURS DANS LA CRISE POLITIQUE EN GUINÉE-BISSAU

Les principaux acteurs dans la crise politique en Guinée-Bissau sont les signataires de l'Accord de Conakry, notamment le Président de la République, le président du PAIGC et ancien Premier ministre Domingos Simões Pereira et les 15 députés dissidents du PAIGC, M. Cipriano Cassamá, président de l'Assemblée populaire nationale, le PRS, qui est le deuxième plus grand parti politique au Parlement, qui a gagné la majorité grâce à son alliance avec les 15 députés dissidents du PAIGC, et d'autres partis au Parlement, à savoir le Parti pour la Convergence Démocratique (PDC), le Parti pour une Nouvelle Démocratie (PND) et l'Assemblée Nationale de l'Union pour le Changement (UM). Les chefs religieux et traditionnels. La société civile, représentée par les groupes de jeunes et de femmes, est également un acteur important. Les parties prenantes internationales sont le P5, à savoir la CEDEAO, l'UA, l'ONU, l'UE et la CPLP qui s'emploient individuellement et collectivement à résoudre la crise politique. La CEDEAO est la plus importante d'entre elles car elle s'est chargée de la mise en place de l'Accord de Bissau et de l'Accord de Conakry qui sont devenus le point de ralliement de tous les efforts déployés au niveau international pour résoudre le conflit. Ces acteurs peuvent être classés en cinq catégories, à savoir :

1. les élites et leurs partis politiques ;
2. les combattants de la lutte de libération ;
3. les organisations de la société civile : chefs traditionnels et religieux, jeunes et femmes ;
4. les acteurs régionaux : CEDEAO, UA, Sénégal, Guinée, Angola ;
5. les partenaires internationaux : UN-UNIOGBIS, CPLP, UE et autres.

### Les élites et leurs partis politiques

Cette catégorie d'acteurs opère au niveau national. Le principal parti, le PAIGC, et ses membres sont les acteurs dominants dans la vie politique de la Guinée-Bissau et aussi le principal protagoniste de la crise politique. Depuis la lutte pour l'indépendance à ce jour, la stabilité du parti et celle du pays ont été liées. On peut affirmer à juste titre que, quelle que soit la crise à laquelle le pays est confronté, le parti, dont les membres dominent l'histoire du pays, domine à la fois l'espace politique et l'armée. Dans la crise actuelle, les principaux acteurs sont José Mário Vaz, le président de la Guinée-Bissau, Domingos Simões Pereira, leader du PAIGC, dont le retrait du poste de Premier ministre a déclenché la crise actuelle. José Mário Vaz est soutenu par Umaru Sissoko Embaló, l'actuel Premier ministre, les 15 députés dissidents dirigés par Braima Camara, et d'autres partis politiques au Parlement dirigés par le PRS, le deuxième plus grand parti du pays. Alors que Domingos Simões Pereira est soutenu par le président de l'Assemblée nationale populaire, Cipriano Cassamá, les autres partis forment l'opposition.

José Mário Vaz : Président de la Guinée-Bissau depuis 2014, José Mário Vaz, également connu sous le nom de JOMAV, était ministre des Finances du gouvernement de Carlos Gomes Júnior, sous la présidence de Malam Bacai Sanhá jusqu'au coup d'État de 2012. Avant cela, il a été élu maire de Bissau en 2004 et a occupé ce poste jusqu'en 2009, date à laquelle il a été nommé ministre. Après le coup d'État de 2012 qui a déposé leur gouvernement, il a fui au Portugal, mais est revenu en février 2013 et a passé trois jours en détention. Bien qu'il ait eu le mérite d'avoir négocié la remise de la dette du pays avec le Fonds monétaire international (FMI), M. Vaz a été accusé d'être

impliqué dans le détournement de 9,1 millions d'euros d'aide que l'Angola a accordée à la Guinée-Bissau, une accusation qu'il a rejetée, mais le cas est resté flou quant à l'envoi de ce don. Il a été désigné comme le candidat à la présidence du PAIGC au deuxième tour des primaires organisées par le Comité central du PAIGC après avoir battu 12 autres candidats. Les primaires ont été entachés de controverses car 14 membres du Comité central du PAIGC ont « voté » pour Carlos Gomes Júnior, le Premier ministre déposé lors d'un coup d'État militaire en avril 2012, malgré que son nom ait été rejeté selon les structures du parti. C'était la preuve que le parti manquait de cohésion interne. JOMAV a fait des études en économie à Lisbonne ; il a travaillé à l'ancienne Banque Nationale de Guinée-Bissau et a ensuite créé une grande entreprise de développement et de construction de l'immobilier. On dit de lui qu'il est inflexible dans ses prises de position.

Domingos Simões Pereira : Président du PAIGC et ancien Premier ministre de la Guinée-Bissau, M. Pereira a occupé de nombreux postes gouvernementaux et non-gouvernementaux au cours de sa carrière en construisant une base politique solide dans le processus. De 1988 à 1999, il a été directeur national de l'aviation et des transports terrestres, directeur général des ponts et chaussées, chef de cabinet du ministre des travaux publics, directeur du laboratoire de génie civil et directeur technique de la coopérative « Unid e Progresso » à Bissau. De 1999 à 2000, il a été assistant technique pour le groupe de défense et coordinateur national du Fonds européen de développement. De 2000 à 2004, il a occupé les fonctions d'assistant technique pour la réforme de l'infrastructure du développement du secteur privé et des projets à la Banque mondiale. De plus, entre 2002 et 2003, il a été ministre de l'Équipement social. De 2004 à 2005, il a été Ministre des travaux

publics, de la construction et de la planification et, de 2006 à 2008, il a été Conseiller auprès du Premier Ministre pour l'infrastructure de Guinée-Bissau, en tant que fonctionnaire de la Banque mondiale. Pendant deux ans, il a occupé le poste de secrétaire général de l'organisation caritative catholique en Guinée-Bissau, Charitas, où il a été en contact avec les personnes défavorisées de la société. De 2008 à 2012, il a été secrétaire exécutif de la CPLP. En juin 2014, après les élections présidentielles, il est devenu Premier ministre. Le président Vaz a dissout son gouvernement. Avec ces antécédents, il a été en mesure de construire de solides réseaux au plan international. Depuis la dissolution de son gouvernement, la Guinée-Bissau n'a eu pas de gouvernement stable. Il a su user des rouages du parti pour torpiller les premiers ministres nommés pour le remplacer. Avec ses partisans au Parlement, ils ont saboté le fonctionnement du gouvernement d'Umaro Sissoko Embaló.

Cipriano Cassamá, président de l'Assemblée nationale populaire, est un autre acteur important qui a usé de son autorité pour soutenir son chef de parti, Domingos Simões Pereira. Pendant environ deux ans, l'Assemblée nationale populaire n'a pas tenu de session parce que le Président et les députés du PAIGC ont ordonné sa clôture à la suite de la crise politique. Il a été parmi les signataires de l'Accord de Conakry, et a lui-même dirigé les efforts de médiation pour sortir le pays de l'impasse politique. Par exemple, en mars 2017, M. Cassamá a présenté une proposition lors d'une réunion convoquée par le Président Vaz afin de mettre fin à la crise. M. Cassamá a proposé la nomination d'Augusto Olivais en tant que nouveau chef du gouvernement et l'attribution de 17 ministères au PAIGC au pouvoir, de 12 postes ministériels au PRS et d'un poste pour chacun des partis à savoir, le

PND, le PDC et l'UM. M. Cassamá a également initié et tenu des réunions en Guinée-Bissau avec des acteurs internationaux, tels que le groupe P5. Ainsi, M. Cassamá peut paraître comme un acteur autonome dans la crise, même s'il soutient son chef de parti.

Umaro Sissoko Embaló, l'actuel Premier Ministre : il a servi dans l'armée où il est passé au grade de général de brigade. Il a fait des études de défense nationale au Centre de défense nationale d'Espagne, et d'autres études de sécurité nationale à Bruxelles, à Tel Aviv, à Johannesburg, au Japon et à Paris. Bien que l'on sache peu de choses à son sujet, il a occupé différents postes dans les gouvernements précédents, notamment celui de conseiller auprès du Président, du Premier ministre et du Président du Parlement. Le président Vaz l'a désigné unilatéralement comme candidat de consensus aux termes de l'Accord de Conakry. Rejeté par le PAIGC, M. Embaló n'a pas pu défendre son programme gouvernemental devant le Parlement parce que le comité parlementaire, dominé par des membres loyaux du PAIGC, a fait valoir que sa nomination n'était pas conforme à l'arrangement consensuel consacré dans la Constitution et dans l'Accord de Conakry. C'est ce qui fait de la crise une question politique, objet principal de la Constitution et de l'Accord.

Le groupe des 15 députés dissidents du PAIGC dirigé par Braima Camara : Le PAIGC traverse des crises internes depuis la fin de la lutte de libération contre les colonialistes portugais. Cette situation est exacerbée par l'introduction d'un système multipartite dans les années 90. Bien que le parti ait remporté les élections de 2014, il n'a pas été en mesure de rassembler les membres du parti qui se sont démarqués lors des primaires du parti et de la formation du gouvernement. L'impasse politique actuelle persiste à cause de la contestation des 15 dépu-

tés du PAIGC, qui ont rejeté le gouvernement formé et les programmes de leur collègue Carlos Correia, ce qui a entraîné l'effondrement du gouvernement. En conséquence, le parti les a expulsés, mais la Cour suprême a statué que les 15 députés pouvaient conserver leurs sièges. Les 15 députés dissidents du PAIGC ont formé une coalition au sein de l'Assemblée nationale populaire avec l'opposition PRS pour constituer une majorité au Parlement. Cela a abouti à une impasse, d'où la clôture du Parlement car le PAIGC craint qu'une fois que le Parlement sera rouvert, le PAIGC perdra le contrôle du Parlement. Le groupe des 15 députés dissidents est aujourd'hui dirigé par M. Braima Camara, un acteur politique puissant à Bissau. Il est député du PAIGC, fondateur et actuel président de la Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Guinée-Bissau, homme d'affaires et conseiller spécial du Président José Mário Vaz. Il est au centre d'une controverse sur le détournement de plus de 20 millions de dollars américains que les bailleurs de fonds, dont la Banque mondiale et le FMI, ont injecté dans le Fonds pour la promotion de l'industrialisation des produits agricoles. Ce Fonds, qui est devenu opérationnel en 2011, devrait être généré d'une taxe de 50 francs CFA sur chaque kilo de châtaigne à exporter. Cette controverse a finalement mené à la dissolution du Fonds en 2015. En tant que gestionnaire du Fonds, M. Camara a été accusé de détournement de fonds par des rivaux proches de l'ancien Premier ministre Domingos Simoes Pereira. Pour se laver de tout soupçon, M. Camara il a soumis au Procureur général la liste de noms d'entrepreneurs, impliquant des autorités publiques et privées, les accusant d'avoir abusivement profité du Fonds, y compris de l'utiliser pour le paiement des salaires des fonctionnaires et autres services de l'État. Ces accusations de corruption ont provoqué une crise grave au sein du PAIGC et ont également renforcé le contrôle de

l'État afin de se protéger ou de poursuivre les autres en justice. Il s'agit là, de tous les leaders de parti au sein du PAIGC, dont les ambitions et les peurs individuelles sont devenues un facteur de stabilité dans le système politique.

Outre le PAIGC, d'autres partis dans le pays jouent également un rôle actif dans le conflit. Le PRS (Parti du renouveau social), créé en 1992 par un ancien membre du PAIGC, Kumba Yala, est le deuxième parti politique le plus influent du pays. Lors des élections législatives de 2014, le PAIGC a remporté 55 sièges et s'est vu attribuer deux sièges supplémentaires pour la représentation de la diaspora, portant à 57, le total de ses sièges ; le PRS a obtenu 41 sièges ; le PDC, deux sièges ; tandis que le PND et l'UM ont remporté un siège chacun. Après son alliance avec les 15 députés dissidents du PAIGC, le PRS est désormais majoritaire au Parlement, qui peut approuver le programme et le budget du Premier ministre Umaro Sissoko Embaló et éventuellement reprendre le poste de président de l'Assemblée nationale populaire. Toutefois, le PAIGC, le PDC, le PND et l'UM se sont ligüés pour empêcher cela.

## Les combattants de la lutte armée et de libération

L'armée est un autre acteur important de la crise politique en Guinée-Bissau. Constituée de l'aile de la guérilla du mouvement de libération, l'armée est composée d'ex-rebelles. Nombre de chefs rebelles ont continué à occuper des postes de haut rang au sein de l'armée encore aujourd'hui. Ces dernières années, ils ont fait valoir leur statut de libérateurs du passé pour justifier leur ingérence dans les affaires du gouvernement, affirmant qu'ils savent encore ce qui est le mieux pour le pays. L'armée a donc besoin d'être réformée pour devenir un

corps professionnel, libre de toute influence politique. Au contraire, elle a été impliquée dans le trafic de drogue, les coups d'État militaires et les assassinats. De plus, la diversité ethnique fait défaut au sein de l'armée. Dans leur forme actuelle, les forces armées bissau-guinéennes sont dominées par le groupe ethnique Balante qui constitue la grande partie de l'armée de libération avec certains d'entre eux qui sont des vétérans, ayant jusqu'à 85 ans. Cette domination des Balantes leur a permis de dominer l'espace politique du pays. En outre, il était difficile de connaître l'effectif réel de l'armée jusqu'à ce que des partenaires internationaux déploient des efforts à cette fin dans le cadre de la réforme car de nombreux soldats amenaient leurs enfants, leurs cousins ou leurs proches dans les casernes pour en faire des soldats. En raison du manque de ressources et de stabilité, les gouvernements successifs de Bissau n'ont pas été en mesure de démobiliser les éléments de la guérilla, de leur payer leurs droits et leur pension. Bien souvent, les soldats sont sans salaire pendant des mois. Avec une telle armée, la sécurité des régimes démocratiques est en permanence menacée.

## Les organisations de la société civile, les chefs traditionnels et religieux, les jeunes et les femmes

Bien que pendant de longues années de parti unique, le régime socialiste ait supprimé la société civile, l'introduction de la démocratie libérale dans les années 90 a donné une nouvelle impulsion aux organisations de la société civile, notamment les chefs traditionnels et religieux, les groupes de femmes et de jeunes pour gagner de l'influence dans la politique du pays. Les chefs traditionnels et religieux jouent le rôle de médiateurs dans les conflits entre les élites. Les groupes de jeunes et de femmes

comblent le vide, là où les chefs traditionnels et religieux ont échoué. Ils ont non seulement été régulièrement consultés, mais également impliqués dans les négociations des accords aux côtés des médiateurs internationaux, quoique nombre d'entre eux aient été cooptés par les parties au conflit et donc se sont compromis dans les pratiques corrompues des élites. Dans la crise politique actuelle, par exemple, certains mouvements de la société civile sont intervenus pour soutenir les deux parties au conflit. D'un côté, le Mouvement des Citoyens pour la Paix, la Démocratie et la Citoyenneté, qui soutient le Président Vaz, le Premier Ministre, les 15 dissidents et le PRS, qui ont manifesté à Bissau le 9 mars 2017 pour demander la réouverture de l'Assemblée nationale populaire afin de mettre fin au blocage politique. De l'autre, un groupe soutenant le PAIGC et le Parlement sous le nom de Mouvement des citoyens consciencieux et non-conformistes, a manifesté deux jours après, le 11 mars 2017, pour demander la démission du Président et l'organisation d'élections générales. Cet état des choses montre à quel point le conflit a fragmenté la société civile. Un groupe de femmes, soutenu par le Bureau intégré des Nations unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), dirige actuellement la dernière initiative de résolution de la crise. Ces femmes de diverses organisations de la société civile ont ouvert un canal de communication entre les parties à la crise et la CEDEAO attend le résultat de leurs efforts avant de retirer sa mission de stabilisation, l'ECOMIB, du pays.

## Les acteurs régionaux

La CEDEAO, l'UA, le Sénégal, la Guinée : la CEDEAO est le principal acteur régional qui a investi d'énormes ressources humaines et financières dans la stabilisation de la Guinée-Bis-

sau qui est un membre fondateur de l'Organisation. Depuis 2012, la CEDEAO a déployé une mission de maintien de la paix (Mission de la CEDEAO en Guinée-Bissau-ECOMIB) et une mission spéciale pour suivre les développements politiques, sécuritaires et socio-économiques dans le pays. En collaboration avec les forces armées, l'ECOMIB a contribué à la non-implication des militaires dans la crise politique actuelle. L'Accord de Conakry négocié par la CEDEAO est le principal cadre accepté aussi bien par les parties à la crise que par la communauté internationale pour sortir le pays de l'impasse. Toutefois, le désaccord des parties sur sa mise en œuvre reste un obstacle. L'UA collabore surtout avec la CEDEAO comme son pilier en Afrique de l'Ouest sur la base du principe de subsidiarité. Le Sénégal et la Guinée-Conakry, deux voisins importants de la Guinée-Bissau, jouent un rôle majeur dans le cadre de la CEDEAO en raison de ses relations socio-économiques et politiques avec le pays. L'intervention militaire de la CEDEAO en Guinée-Bissau est survenue avec l'intervention des troupes sénégalaises et guinéennes dans la guerre civile du pays en 1998, pour aider les forces gouvernementales du président João Bernardo Vieira, qui luttait contre les forces rebelles de son chef d'état-major, le Général de brigade Ansumane Mané. L'intérêt spécifique du Sénégal pour la Guinée-Bissau est lié à la rébellion dans sa région de la Casamance et au fait que les soldats bissau-guinéens vendaient les armes du MFDC achetées à bas prix à Cuba et certaines autres données par la France. Sous la pression de la France avec laquelle il entretenait des relations étroites, le président Vieira a accusé Mané de complicité. Par ailleurs, le Sénégal est l'une des principales sources d'importation de la Guinée-Bissau, juste derrière le Portugal et la Chine. Le Sénégal partage également l'intérêt de la Guinée-Bissau pour le contrôle et la gestion de la pêche dans ses

eaux territoriales. Quant à la Guinée-Conakry, les liens avec la Guinée-Bissau remontent à la lutte de libération lorsque le PAIGC a établi son premier gouvernement à Conakry et opéré depuis le territoire de Guinée pour combattre les Portugais. C'est sans doute en reconnaissance des liens étroits entre les deux pays que la CEDEAO a désigné le président Condé comme médiateur dans la crise politique en Guinée-Bissau, ce qui a conduit à la signature de l'Accord de Conakry. Et pourtant, la société bissau-guinéenne est de plus en plus convaincue que les deux voisins sabotent la stabilité et le développement de leur pays afin de continuer à dominer le marché informel et la pêche artisanale du pays.

## Les acteurs internationaux

Outre les acteurs régionaux, des acteurs internationaux ont noué le dialogue avec la Guinée-Bissau pour trouver une solution définitive à cette crise qui dure depuis de longues années. Les principaux acteurs sont le Bureau intégré des Nations unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) et l'Union européenne (UE). Avec la CEDEAO et l'UA, ces organisations constituent le groupe P5 en Guinée-Bissau pour offrir leur coopération et leur collaboration actives. Sous la direction du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies (RSSG), le BINUGBIS soutient la Guinée-Bissau dans les domaines du dialogue politique inclusif et de la réconciliation nationale; de l'examen de la Constitution du pays; de la réforme du secteur de la sécurité nationale ; du développement de systèmes de justice civile et militaire conformes aux normes internationales; de la mobilisation, harmonisation et coordination de l'aide internationale, notamment le renforcement de la

coopération avec l'UA, la CEDEAO, la CPLP, l'UE et autres partenaires pour soutenir le maintien de l'ordre constitutionnel et la stabilisation de la Guinée-Bissau. Sur cette base, le bureau de l'ONU à Bissau s'occupe quotidiennement de la situation dans le pays. La CPLP est un autre acteur qui mobilise un soutien international en faveur de la Guinée-Bissau. Cette organisation a été créée en 1996 et compte neuf membres à savoir, le Brésil, l'Angola, Cabo-Verde, la Guinée-Bissau, la Guinée-Équatoriale, le Mozambique, le Portugal, São Tomé et Príncipe et le Timor-Leste. Ses interventions en Guinée-Bissau s'expliquent par le fait que la Guinée-Bissau est l'un de ses pays membres. La CPLP a utilisé ses liens culturels, diplomatiques et politiques avec la Guinée-Bissau pour aider ce pays à résoudre sa crise. La CPLP a servi de plateforme au Portugal et à l'Angola pour résoudre leur crise politique dans les forums internationaux. En 2006, elle a participé activement à la mise en place du Groupe de contact international sur la Guinée-Bissau (GIC-GB). L'objectif du GIC-BG était de créer les conditions d'un soutien cohérent de la part de la communauté internationale aux efforts de la Guinée-Bissau visant à améliorer ses capacités dans les domaines politique, social, économique, financier et de sécurité. Par ailleurs, le Portugal et l'Angola ont des liens culturels et économiques avec la Guinée-Bissau. La plupart des élites en Guinée-Bissau ont été formées ou ont fait leurs études au Portugal et nombre d'entre eux ont des maisons ou des familles à Lisbonne. Ainsi, les élites du PAIGC ont un lien fort avec le Portugal. M. Domingos Pereira a été Secrétaire général de la CPLP et pourrait être influencé par l'Organisation. En termes d'investissement, le Portugal est bénéficiaire du partenariat du secteur de la pêche de l'UE avec la Guinée-Bissau, ayant une bonne part de l'allocation des possibilités de pêche de crevettes et de thon dans les eaux territoriales de la Guinée-Bissau. L'intérêt de



l'Angola pour la Guinée-Bissau est lié aux investissements dans la production de bauxite, aux actions dans des banques et dans la société portugaise Galp qui est impliquée dans le secteur pétrolier en aval. Le projet de bauxite de 500 millions de dollars américains de l'Angola pour l'exploitation d'une mine de bauxite dans la région de Boe et d'un port en eau profonde à Buba est actuellement bloqué par la crise politique. En 2011, l'Angola a déployé des troupes en Guinée-Bissau ostensiblement pour aider le pays dans le processus de réforme du système de défense et de sécurité.

Quant à l'UE, elle suit également de près l'évolution de la situation politique et socio-économique en Guinée-Bissau. Par exemple, dans le cadre du 10<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED), l'UE a alloué 102,8 millions d'euros au renforcement des structures étatiques, à l'amélioration de la gouvernance, à la prévention des conflits et à la réconciliation nationale, à l'utilisation de l'énergie hydroélectrique et solaire, à la stabilité macro-économique, à la protection infantile et au soutien aux acteurs non étatiques. L'UE soutient en outre les

troupes déployées dans le cadre de l'ECOMIB dans le paiement d'indemnités, d'alimentation et de soins. Elle a un intérêt dans la stabilité de la Guinée-Bissau pour, entre autres, sécuriser ses investissements dans l'économie, tels que le Partenariat pour le secteur de la pêche. Après le retour de la démocratie en 2014, l'UE, la Guinée-Bissau et le Programme des Nations unies pour le développement ont organisé conjointement à Bruxelles en 2015 une table ronde internationale sur le développement durable en Guinée-Bissau, à laquelle les donateurs ont annoncé une contribution de plus d'un milliard de dollars américains au titre d'une stratégie de développement *Terra Ranka* (nouveau départ) pour le pays. Ainsi, l'UE est un acteur influent dans la résolution de la crise en Guinée-Bissau.

Compte tenu de ce qui précède, il est évident que différents acteurs et intérêts sont en jeu dans la crise politique en Guinée-Bissau, ce qui explique la raison pour laquelle la crise persiste et sa résolution tarde à se réaliser. La section suivante se veut une analyse de l'interaction entre le contexte et les acteurs.

## ANALYSE DE L'INTERACTION ENTRE LE CONTEXTE ET LES ACTEURS EN GUINÉE-BISSAU

Le contexte actuel de l'impasse politique en Guinée-Bissau est principalement centré sur les différences politiques, la méfiance entre le président Vaz et son ancien premier ministre et chef de leur parti, M. Pereira, et la mise en œuvre de l'Accord de Conakry. Ces querelles ne sont qu'une manifestation de la lutte acharnée entre les élites au sein du PAIGC pour le contrôle du parti, de l'État et de l'économie. Dans le but de dominer, les élites exploitent les différences ethno-religieuses dans le pays, ainsi que les lacunes dans la Constitution. Pendant ce temps, le pays reste sans gouvernement stable, sans programme approuvé avec un Parlement fermé. Il y a un mécontentement général grandissant dans la société alors que les fonctionnaires et les médias appartenant à l'État se sont mis en grève pour réclamer le réajustement de leurs salaires. Des manifestations à caractère politique ont été organisées et les partenaires internationaux de la Guinée-Bissau s'impatientent de plus en plus. La CEDEAO a menacé de retirer les forces de l'ECOMIB qui ont contribué à la stabilité du pays en assurant la sécurité des dirigeants et des institutions gouvernementales. D'ici la fin novembre 2017, les élites politiques devront encore trouver une solution pour sortir le pays de l'impasse.

En Guinée-Bissau, l'Accord de Conakry négocié par la CEDEAO est resté le seul cadre juridique approuvé par les acteurs politiques et sociaux et les acteurs internationaux pour sortir de l'impasse politique. L'Accord est une feuille de route d'un accord antérieur, l'Accord de Bissau, qui a été signé le 10 septembre 2016. Aux termes de l'Accord de Bissau, les élites politiques ont convenu, entre autres, de ce qui

suit: 1) établir un dialogue inclusif; 2) former un gouvernement inclusif et consensuel; 3) prendre des initiatives de réforme institutionnelle; 4) mettre en place un comité ministériel sous la direction de la CEDEAO pour évaluer périodiquement l'état de mise en œuvre de la feuille de route; 5) mettre en œuvre la réforme du secteur de défense et de sécurité et 6) retirer progressivement les forces de l'ECOMIB.

Par la suite, le Médiateur de la CEDEAO, Son Excellence le Professeur Alpha Condé, Président de la Guinée, a convoqué une autre réunion à Conakry en vue de produire une feuille de route pour la mise en œuvre de l'Accord de Bissau. Signé par tous les principaux acteurs politiques et sociaux du pays, l'Accord de Conakry contient 10 engagements clés des élites de Guinée-Bissau, à savoir :

1. se mettre d'accord sur le choix d'un Premier ministre de consensus, qui a la confiance du Président ;
2. former un gouvernement inclusif fondé sur la représentation proportionnelle de tous les partis politiques à l'Assemblée nationale populaire ;
3. envisager la possibilité d'inclure une éminente personnalité indépendante et un responsable de la société civile ;
4. mandater le gouvernement inclusif pour mettre en œuvre un programme élaboré par une table ronde nationale dans les trente jours qui suivent la nomination du Premier ministre ;
5. respecter le principe existant de nomination des hauts fonctionnaires de la République ;
6. élaborer et adopter, à l'issue d'une table ronde nationale, un pacte de stabilité, qui sera signé par les principaux acteurs politiques et sociaux, et articulé autour des principes suivants:

- a. l'obligation redditionnelle et la transparence dans la prise de décision institutionnelle ;
  - b. la réforme constitutionnelle visant à établir des relations stables entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire ;
  - c. la réforme de la loi électorale pour l'organisation des élections législatives et locales en 2018 ;
  - d. la nouvelle loi sur les partis politiques, y compris le financement public des partis politiques sur la base de leur représentation à l'Assemblée nationale populaire ;
  - e. la réforme du secteur de défense, de sécurité et de la justice ;
  - f. le démarrage de la mise en œuvre d'un programme de développement en ligne avec la vision *Terra Ranka*.
7. la CEDEAO, l'Union africaine, la CPLP, les Nations unies et l'Union européenne apportent leur soutien au développement, et au suivi de la mise en œuvre du Pacte de stabilité, notamment en fournissant une expertise de haut niveau et d'autres ressources financières et logistiques substantielles ;
8. l'établissement d'un cadre de suivi et d'évaluation à trois niveaux pour assurer la stabilité du processus :
- a. au niveau du Conseil des ministres de la CEDEAO ;
  - b. au niveau de la Commission de la CEDEAO, en collaboration avec des partenaires internationaux ;
  - c. au niveau du Médiateur qui rendra compte à la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO ;
9. la réforme constitutionnelle sera menée dans le cadre d'une consultation à l'échelle nationale en tenant compte des structures d'examen existantes. La CEDEAO et les

Nations unies fourniront des experts constitutionnels de haut niveau ;

10. la réintégration inconditionnelle, au sein du PAIGC, des 15 députés radicaux, conformément aux textes régissant le PAIGC.

De toute évidence, l'Accord de Conakry vise à résoudre tout d'abord le désaccord entre les politiciens, avant de jeter les bases pour une réforme politique structurelle plus profonde, telle que la révision de la Constitution.

Ainsi, dans un premier temps, les élites politiques, en particulier le PAIGC et le président, devraient nommer un premier ministre de consensus. Mais la profonde méfiance entre le président Vaz et Domingos Pereira a commencé avec les événements qui ont mené à l'organisation des primaires du parti. Le PAIGC s'est plongé dans une crise interne à l'approche de son congrès national au cours duquel il était prévu qu'un amendement proposé aux Statuts du parti serait discuté et que les membres des organes et le candidat à la présidence seraient désignés. Les deux principaux candidats à la direction du parti étaient Domingos Simões Pereira et Braima Camará. Chacun d'eux cherchait à faire élire ses partisans comme délégués pour garantir sa victoire. En raison des rivalités dans la course, le directeur du journal *Diário de Bissau*, M. João de Barros, a estimé qu'avec la victoire de l'un de ses candidats, le PAIGC serait séparé du Congrès et a fait observer qu'il y avait une nette tendance de vote basé sur la religion. L'opinion de M. de Barros sur l'influence de la religion s'avèrera évidente plus tard. En ce qui concerne les Statuts du Parti en vigueur à l'époque, Braima Camará voulait maintenir les dispositions selon lesquelles le Secrétaire national a des fonctions administratives et le président, qui dirige le parti, est également en tête de liste des candidats aux élections

législatives, pour devenir Premier ministre en cas de victoire du parti au Parlement. Ces dispositions ont fait l'objet de contestation pour le parti. Une nouvelle proposition a été faite selon laquelle le PAIGC devrait avoir un secrétaire général qui serait le chef de la branche législative (premier ministre en cas de majorité au Parlement) ; ainsi, le président se consacrerait uniquement au parti - ce qui fut le choix de certains candidats à la présidence, Carlos Correia et Satu Camará et d'autres candidats à la direction du parti, qui ont l'intention d'occuper le poste de secrétaire général à savoir M. Domingos Simões Pereira, Aristides Ocante da Silva, Cipriano Cassamá et Daniel Gomes. Braima Camara a réussi à faire rejeter cette proposition et à obtenir le maintien du statu quo. Cependant, avec l'aide du Comité central du PAIGC déstabilisé par l'influence de Braima Camara, M. Simões Pereira a remporté plus de 60% des voix des délégués du parti et, malgré les litiges, M. Camará a accepté sa défaite. Ainsi, conformément aux Statuts du PAIGC, M. Pereira est devenu le candidat au poste de Premier ministre aux élections nationales de 2014. Au moment d'élire le candidat à la présidence, M. Pereira lança son soutien, et par extension le soutien du parti, à Mario Lopes da Rosa qui, en tant que ministre des Pêches dans le gouvernement de transition, avait soutenu financièrement la campagne du PAIGC pour les élections législatives. M. Braima a mobilisé, quant à lui, un soutien à M. José Mário Vaz qui était un compagnon d'affaires et associé lorsque Vaz était ministre des Finances et M. Braima, directeur de la Chambre de commerce. M. Vaz a gardé sa nomination du parti et a gagné les élections dans une course contre Nuno Gomes Nabian, qui s'est présenté comme candidat indépendant. M. Pereira, en tant que chef du parti majoritaire au Parlement, est devenu Premier ministre. La méfiance entre le président Vaz et M. Pereira

pourrait avoir commencé lorsque Pereira a nommé Mario Lopes da Rosa au poste de ministre des Affaires étrangères, ce qui n'a pas plu au président Vaz. Nombre d'observateurs ont estimé que c'est la raison pour laquelle la nomination des ministres à cette époque avait été retardée, le président Vaz voyant dans la nomination de son challenger une menace pour son futur maintien au pouvoir. Qui plus est, il s'agit du poste de ministre des Affaires étrangères, qui pourrait lui donner l'occasion de construire sa base politique avec le soutien de la communauté internationale.

Une autre question qui a ajouté à la rivalité politique entre le président Vaz et M. Pereira est le contrôle sur l'économie du pays, en particulier les ressources naturelles et l'aide financière internationale de 1,6 milliard de dollars américains pour le *Terra Ranka* du pays. Avec des allégations de corruption contre la plupart des élites politiques, M. Vaz a promis de lutter contre la corruption et de sécuriser les richesses de la Guinée-Bissau. Dans son discours inaugural en tant que Président de la Guinée-Bissau, il a rappelé sa promesse d'être vigilant quant au fléau de la corruption, d'appeler à son bureau tous les dossiers sur l'exploitation illégale du bois et des ressources naturelles, pour le bien du peuple. M. Vaz a réitéré cette déclaration lors du premier face-à-face avec le Représentant du Secrétaire Général des Nations unies dans le pays. En conséquence, dès le début de son mandat, il avait exprimé sa volonté de surveiller les affaires du gouvernement en matière d'économie. Pour joindre le geste à la parole, il a invité le ministre des Ressources naturelles à son bureau, pour s'informer ou surveiller les activités dans le secteur. M. Pereira, en tant que premier ministre, en a conclu que c'était là une ingérence dans les affaires du gouvernement et a par conséquent pris ses distances. Parmi les moyens de gagner de l'argent en contrôlant

le gouvernement, on peut citer la délivrance de licences aux investisseurs pour la pêche, l'exploitation pétrolière et autres activités, la gestion des recettes douanières et les fonds internationaux.

Un an après, le président Vaz convoqua une session extraordinaire de l'Assemblée nationale populaire pour s'adresser à la nation et à ses représentants sur la crise qui prévalait et la méfiance entre lui-même et le Premier ministre, Domingos Pereira. Dans son discours, le président a dénoncé la corruption, le gaspillage de biens, le népotisme et les conflits d'intérêts, autant de maux qui minent la crédibilité des institutions gouvernementales, sapent les valeurs de la société et découragent la productivité des investisseurs sérieux. Le président a ajouté que la population a voté pour lui afin qu'il soit un arbitre entre le gouvernement et l'Assemblée nationale populaire, un policier du gouvernement et, en cas de crise, un sapeur-pompier du système. C'est la raison pour laquelle il doit être attentif à la mise en œuvre effective du programme et du budget de gouvernance approuvés par le Parlement. Le président a poursuivi en déclarant que « si, à n'importe quel moment, il m'était donné de constater des manquements graves et persistants aux obligations qui mettent en cause les intérêts du peuple, je serai en mesure de prendre mes responsabilités afin d'établir le respect de la loi, pour le bien-être de la population. » Avec cette déclaration, le président a confirmé les rumeurs et les spéculations selon lesquelles les relations institutionnelles entre les organes de souveraineté pourraient être meilleures qu'elles ne l'étaient à l'époque. Le président Vaz a ensuite abordé les questions fondamentales qui affectent ses relations avec le gouvernement et le Parlement en posant les questions suivantes :

- ces troubles sont-ils dus au fait que j'ai mis en garde contre l'exploitation de nos ressources naturelles ?
- ces troubles sont-ils dus au fait que j'ai lancé un appel pour une gestion transparente et responsable de nos ressources halieutiques ?
- ces troubles sont-ils dus au fait que j'ai attiré l'attention sur la dévastation de nos forêts ?
- ces problèmes proviennent-ils du fait que je suis engagé dans une lutte intransigeante contre la corruption, le népotisme et le détournement de fonds publics ?
- ces désaccords ont-ils été provoqués par le fait de mettre en cause la transparence du processus de concession des travaux publics et la qualité des routes construites ?
- ces problèmes proviennent-ils de la dénonciation de l'absentéisme, du manque de culture du travail des fonctionnaires ?

En effet, ces interrogations touchent les questions clés de la contestation permanente dans la crise politique actuelle à savoir le contrôle des ressources naturelles et agricoles, les allégations de corruption et la mauvaise gouvernance. Depuis ce discours, le Président Vaz a commencé à empêcher les consultations constitutionnelles régulières et le briefing entre lui et le Premier ministre. Quand M. Pereira allait pour le briefing, il attendait des heures avant d'être reçu par le Président. Parfois, il était gardé au portail jusqu'à ce que des appels soient faits avant d'être autorisé à entrer à la présidence. Ce sont-là les raisons très plausibles des désaccords entre les dirigeants avant le limogeage du gouvernement.

Une autre indication que le vrai problème dans la crise politique est celui du contrôle des ressources naturelles est que le président Vaz et M. Carlos Correia, le troisième premier ministre nommé après le limogeage du gouvernement de M. Pereira, n'étaient pas d'accord sur la nomination des ministres des ressources naturelles et de l'intérieur. En revanche, M. Correia lui-même a été désigné pour occuper le poste jusqu'à ce que le désaccord soit résolu. Il n'a pas non plus duré à ce poste et son gouvernement a été limogé par le Président Vaz pour son incapacité à gérer la crise politique et à créer de meilleures conditions politiques et institutionnelles en vue d'un bon fonctionnement du gouvernement. En effet, le cabinet proposé par M. Correia a exclu le PRS, qui est le plus grand parti d'opposition avec 41 sièges sur 102 au Parlement. Il était par conséquent voué à l'échec. Lorsque Correia soumit au Parlement le programme et le budget du gouvernement, ils furent rejetés avec le soutien de 15 députés du PAIGC. Cette action des 15 députés a mis en évidence la dimension ethno-religieuse de la crise politique.

En effet, sur les 15 députés dissidents, 11 sont musulmans et en majorité des Mandigas, 2 Fulas et 4 sont chrétiens. Les quatre membres influents du groupe sont musulmans, à savoir Baciro Dja et Braïma Camara sont mandingas, Adja Satu Camara et Soares Sambu sont Beafada - mais aujourd'hui, Mandinga et Beafada sont considérés comme appartenant à la même ethnie ayant une même culture. Les observateurs dans le pays voient dans les activités du groupe une tentative pour saboter le contrôle chrétien sur le PAIGC et le système politique depuis l'indépendance. Cette lutte pour la représentation et le leadership musulmans aurait commencé pendant la lutte politique de Malam Bacai Sanha. Sanha, qui a été deux fois candidat à l'élection présidentielle, a per-

du la première fois face à M. Kumba Yala en 2000 et la deuxième fois, face à M. Vieira en 2005. La troisième fois, il a choisi pour sa campagne présidentielle en 2009, le slogan « Hora Tchica » – ce qui signifie « le moment est venu ». Ce slogan a été interprété par certains dans la société majoritaire musulmane de Guinée-Bissau comme une revendication subtile d'un leadership musulman pour le pays. Toutefois, M. Sanha a eu du mal à avoir le soutien des responsables du PAIGC pour sa nomination. Malam Bacai Sanha a réussi à mobiliser des fonds de certains pays arabes pour remporter les primaires du parti et l'élection. Par exemple, les médias rapportent que Kadhafi avait fourni un soutien à la campagne présidentielle du candidat Malam Bacai Sanha, des uniformes à l'armée bissau-guinéenne et avait rénové plusieurs de ses casernes militaires. Bacai Sanha a été élu président, mais a continué à avoir des problèmes avec le PAIGC. Son premier ministre, Carlos Gomes et le chef d'état-major de l'armée, le général Zamora Induta, s'étaient ligués pour le combattre, ce qui a épuisé ses forces et affecté sa santé. Le conflit a atteint son point culminant en 2010, lors d'une tentative de coup d'État dans laquelle le chef d'état-major de l'armée, Antonio Injai a organisé une mutinerie contre Carlos Gomes et le général Induta. Malam Bacai Sanha a profité de cette situation pour reprendre le contrôle en négociant la libération de Gomes de la détention militaire tandis que le Général Induta n'a jamais repris le poste de chef d'état-major de l'armée.

Outre la manipulation subtile sur la base de l'ethnicité et de la religion, les élites politiques du pays ont exploité les faiblesses du système semi-présidentiel pour saboter le gouvernement. Étant donné le chevauchement des pouvoirs du Président, de l'Assemblée nationale populaire et du Premier ministre en tant que chef du gouvernement, chaque acteur peut user de

sa position pour perturber la stabilité du pays et ce, d'autant plus que le Premier ministre est, par les Statuts du PAIGC, chef du parti. Sans la compréhension et la coopération des responsables des organes, le pays va à la dérive politique et institutionnelle. Quant à Fernando Loureiro Bastos, il estime que l'équilibre du système de gouvernement en Guinée-Bissau a été remis en cause, d'abord en vertu de l'article 68(m) de la Constitution qui permet au Président de la République de « présider le Conseil des ministres, chaque fois qu'il le souhaite » et de l'article 68 j) qui lui confère le pouvoir de « créer et de dissoudre les ministères et les secrétaires d'État. » En outre, dans certaines situations, la Constitution prévoit que « GNI par habitant le Président représente la République de Guinée-Bissau » - articles 62 (2) et 68 (a). Le cercle des partisans des Présidents de la République a utilisé ces dispositions comme autorisation constitutionnelle pour créer un contre-pouvoir, ou même un « gouvernement parallèle ». A ce moment, le Président prétend exercer son autorité constitutionnelle en tant que dirigeant élu par le peuple pour exiger un gouvernement, en particulier un Premier ministre qui a sa confiance, ce qui est confirmé dans l'Accord de Conakry. Mais, le chef de son parti, M. Pereira, fait prévaloir le contrôle du parti au Parlement pour exercer la supériorité du parti sur le Président en s'assurant que tout gouvernement qui ne satisfait pas ses intérêts et celui du parti soit rejeté, d'où la nécessité d'un consensus pour sortir de l'impasse. Dans les circonstances actuelles, ce sera difficile à réaliser car les enjeux sont de taille. Le Président Vaz et M. Pereira se battent pour leur survie politique. Les élections législatives et locales auront lieu en 2018. Le Président envisage déjà sa réélection en 2019 et il n'est pas prêt à perdre la bataille avec son parti. Par conséquent, il espère prendre le contrôle du Parlement et vaincre le PAIGC sur la base de

son alliance de convenance avec les 15 députés dissidents du PAIGC et le PRS. Puisque le PAIGC craint de perdre le Parlement, le Président du parlement a refusé sa réouverture. L'Accord de Conakry a donc créé une opportunité pour le PAIGC de résoudre ses conflits internes en prévoyant la réintégration des 15 députés dissidents et en rétablissant la majorité du parti au Parlement. Cependant, aussi bien M. Pereira que le Président Vaz sont restés intransigeants.

Il est intéressant de savoir que malgré l'impasse politique dans laquelle il se trouve, le pays est resté relativement stable et pacifique. Deux choses ont contribué à empêcher le pays de sombrer dans une autre crise politique grave. Premièrement, ECOMIB, la mission de stabilisation de la CEDEAO, qui a rempli avec succès son mandat de veiller à la transition démocratique, d'assurer la sécurité des dirigeants politiques et des institutions de l'État, de calmer le jeu grâce à sa présence et à sa collaboration avec les forces armées nationales en les amenant à agir de manière professionnelle. Les officiers supérieurs actuels de l'armée bissau-guinéenne ont fait preuve de maturité en empêchant l'institution d'intervenir dans la crise politique. La plupart des officiers militaires politisés ont été mis à l'écart : au moins cinq officiers qui ont participé au coup d'État de 2012 ont été sanctionnés par l'ONU, ce qui restreint leur mouvement. Certains officiers sont en exil en raison de menaces de vengeance qui pèsent sur eux pour leurs actions passées ; tandis que d'autres sont poursuivis en justice, ou se sont terrés parce qu'ils sont recherchés par les États-Unis d'Amérique pour leur implication dans le trafic de stupéfiants. Avec l'isolement des militaires politisés, un coup d'État serait improbable. Malgré leur sécurité physique assurée par l'ECOMIB, les élites politiques sont restées intransigeantes devant les solutions préconisées dans l'Accord de Conakry négocié

par la CEDEAO et en dépit de la bonne volonté de la communauté internationale de résoudre leurs différends politiques et de sortir le pays de l'impasse. Compte tenu de ce qui précède et de la charge financière pour maintenir l'ECOMIB plus longtemps que nécessaire dans le pays, les responsables de la CEDEAO ont décidé d'initier des plans en vue du retrait des troupes. Bien que cela ait été reporté deux fois, la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO a donné aux élites politiques la dernière chance pour résoudre leur problème, sans quoi ils verront l'ECOMIB se retirer à partir de fin septembre 2017.

Le deuxième facteur est les bonnes perspectives économiques pour le pays au cours des trois dernières années, occasionnées par une demande mondiale soutenue et une augmentation du prix des noix de cajou. Selon l'International Nut and Dried Fruit Council (INC), la demande de noix de cajou a augmenté de 31% au cours de la dernière décennie, en raison de sa popularité en Asie et de sa réputation d'ingrédient sain en Occident. En outre, les prix des noix de cajou ont dépassé les cinq dollars américains la livre pour atteindre les niveaux historiques de 5,35 à 5,50 dollars la livre. Puisque le secteur de la noix de cajou emploie environ 80% de la population, la population est économiquement satisfaite et ne risque pas d'être perturbée par l'impasse politique actuelle. Un exemple typique est celui de Braima Seidi, un producteur de noix de cajou qui a déclaré : « Je n'ai jamais gagné autant d'argent que cette année ... Je gérais toujours environ deux tonnes et demi, mais comme les prix étaient bas, mon revenu l'était aussi. » Avec l'essor du secteur, il a déclaré avoir gagné suffisamment d'argent pour se construire une maison, s'acheter une moto et une tonne de riz pour sa famille. Cet avantage s'étend également à l'économie du pays. En

effet, la noix de cajou constitue le principal produit d'exportation du pays (environ 90%) ; il pèse énormément dans le PIB du pays et contribue énormément au budget de l'État, ce qui explique la croissance constante de l'économie de la Guinée-Bissau ces derniers temps en dépit des crises politiques qui déstabilisent le pays. Le produit intérieur brut (PIB) de la Guinée-Bissau a augmenté d'environ 4,9% en 2016 et ce, grâce à une bonne saison agricole. Il est également prévu que le pays connaisse une croissance du PIB réelle d'environ 5% en 2017 et 2018. La reprise qui a commencé après le retour à l'ordre constitutionnel en 2014 se poursuit, soutenue par une année exceptionnelle pour les ventes de noix de cajou et une expansion remarquable des récoltes de cultures vivrières (8,9%). Néanmoins, le climat politique, empreint d'incertitude, ne favorise pas l'investissement, ce qui a également eu un impact négatif sur le potentiel de croissance et la qualité de celle-ci. L'incapacité du gouvernement à faire approuver ses programmes par l'Assemblée nationale populaire signifie que sa contribution potentielle au PIB était limitée. Cette situation est également aggravée par le fait qu'en 2016, les bailleurs de fonds ont suspendu leur soutien budgétaire au gouvernement en raison d'un sauvetage bancaire secret initié par les autorités en 2015, une opération que les bailleurs de fonds n'avaient pas appréciée. Dans l'ensemble, les crises politiques dans le pays ralentissent la croissance de l'économie.

Les perspectives de l'économie, qui attirent les intérêts des élites nationales et des entreprises internationales, ont également alimenté indirectement les crises politiques en Guinée-Bissau. Nombre d'acteurs externes essaient de s'allier avec les différentes factions des élites nationales dans l'espoir d'obtenir des concessions ou des licences pour l'exploitation des ressources



naturelles du pays. Puisque les élites luttent pour le contrôle de l'État et de l'économie à leurs propres fins, les acteurs externes trouvent facile de défendre leurs intérêts. Traiter avec un État faible, corrompu et instable permet à ces acteurs externes d'obtenir des concessions et des accords commerciaux au détriment du pays. Par exemple, deux groupes d'acteurs opèrent dans le secteur de la pêche, à savoir les pêcheurs artisanaux et les pêcheurs industriels. Les pêcheurs artisanaux sont les Bissau-Guinéens ordinaires tandis que les pêcheurs industriels les plus sophistiqués sont constitués de navires étrangers, qui comprennent à la fois des bateaux légaux et des bateaux illégaux. Les pêcheurs bissau-guinéens ne font qu'une exploitation limitée des ressources de la mer en raison du manque de capacités, à savoir des équipements inadéquats et des capacités institutionnelles nationales insuffisantes pour la régulation, la surveillance et le contrôle. La flotte de pêche nationale de Guinée-Bissau ne peut rivaliser avec les acteurs internationaux du secteur. Par conséquent, le secteur de la pêche n'est qu'une pêche de subsistance pour les communautés riveraines et fournit un revenu national limité par rapport à l'octroi de licences aux entreprises de pêche internationales. Qui plus est, les activités de ces grandes industries de la pêche ont un impact sur la disponibilité des captures effectuées par les pêcheurs artisanaux. En raison de l'instabilité et de la corruption, la gestion des ressources halieutiques reste un défi pour les autorités de Bissau. Les navires non autorisés profitent des faiblesses du système de surveillance côtière du pays pour opérer dans les eaux territoriales du pays en toute impunité. Le phénomène de la pêche illégale, non réglementée et non déclarée (INN) est un problème majeur dans les eaux territoriales bissau-guinéennes. Par exemple, en mars 2017, Greenpeace s'est associé au département de la surveillance

des pêches de Guinée-Bissau (FISCAP) et a entrepris une patrouille conjointe pour lutter contre les activités illégales dans les eaux territoriales du pays. Les autorités locales ont intercepté et ramené au port de Bissau quatre navires, pour enquêter sur le transbordement illégal en mer, le non affichage de noms lisibles sur les bateaux, le non-paiement des amendes et l'utilisation illégale d'équipement de pêche. Il s'agissait de trois navires de pêche battant pavillon chinois et d'un autre battant pavillon comorien.

Bien que victime de la pêche INN, le Sénégal est un autre pays qui profite de l'instabilité politique et de la faiblesse du système de surveillance et de contrôle des eaux territoriales de la Guinée-Bissau. En effet, les pêcheurs sénégalais opèrent pratiquement en toute impunité. En juillet 2017, le département de surveillance maritime de la Guinée-Bissau a réussi à saisir sept pirogues appartenant aux Sénégalais, et quatre autres se sont échappées. La recherche a montré que ces infractions par les pirogues de pêche sénégalaises sont fréquentes.

Les gros navires industriels, qui sont hors de portée de la surveillance du pays, sont également présents et font plus de tort aux ressources marines de la Guinée-Bissau. D'une manière générale, l'Afrique de l'Ouest est durement touchée par la pêche INN, qui devrait réduire de 300.000 le nombre d'emplois dans les secteurs artisanaux de la région. D'après les rapports, entre 2010 et 2016, la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Guinée et la Sierra Leone ont perdu environ 2,3 milliards de dollars américains par an, tandis que 13 millions de dollars américains ont été récupérés grâce au suivi, au contrôle et à la surveillance (SCS). Le plus grand nombre d'incidents INN dans la région de l'Afrique de l'Ouest s'est produit en Guinée-Bissau où, rien

qu'en 2014, les autorités ont identifié pendant une semaine de patrouille jusqu'à huit navires pêchant illégalement.

Même les bateaux de pêche autorisés opèrent sur la base d'accords mal négociés. Par exemple, en 2007, l'UE et la Guinée-Bissau ont conclu un accord de partenariat de pêche, entré en vigueur le 16 juin 2007. Cet accord de pêche permettait aux navires européens d'Espagne, du Portugal, d'Italie, de Grèce et de France de pêcher dans les eaux de la Guinée-Bissau. Il s'agissait d'un accord plurispécifique, couvrant le thon ainsi que les céphalopodes, les crevettes et les espèces démersales. L'Accord était pour quatre ans renouvelable, et prévu pour couvrir les périodes du 16 juin 2007 au 15 juin 2011 et du 16 juin 2011 au 15 juin 2015. L'engagement financier pris par l'UE dans le cadre de cet accord est de verser 9.200.000 d'euros par an, dont 3.000.000 euros par an pour soutenir le secteur de la pêche. Cet accord montre à quel point le secteur de la pêche pourrait être rentable pour le pays. Cependant, les termes de l'Accord ne semblent pas être à la faveur de la Guinée-Bissau et actuellement, il est question de le réexaminer. Si le pays disposait d'une institution stable, forte et dotée des capacités requises, l'Accord de partenariat avec l'UE aurait pu être élaboré en des termes plus favorables à la Guinée-Bissau. Mais le pays, ne pouvant pas négocier avec un investisseur fort ni exploiter ces ressources par lui-même, a signé l'Accord.

L'analyse faite plus haut montre à quel point les ressources et les potentiels économiques de la Guinée-Bissau sont immenses et comment ces ressources influencent la politique de l'État.

## QUELS OPPORTUNITÉS ET DÉFIS POUR UNE PAIX DURABLE EN GUINÉE-BISSAU ?

Dans la tentative de sortir de l'impasse politique en Guinée-Bissau, il y a non seulement des opportunités, mais aussi des défis à relever. S'agissant en particulier de certains des facteurs de conflit traités dans l'Accord de Conakry, un certain nombre de développements offrent à la fois des opportunités et des défis pour l'avenir. Premièrement, la réforme du secteur de défense et de sécurité (RSDS) : les programmes DSSR, suivis par de multiples partenaires sont un important stabilisateur du système politique de la Guinée-Bissau. Nées d'un mouvement de guérilla, les forces armées ont exercé une influence considérable sur les processus politiques dans le pays. Elles étaient impliquées dans les coups d'État, les mutineries, les assassinats et le trafic de drogue. La police et la garde nationale n'ont pas été en mesure de remplir correctement leurs fonctions essentielles. Le système judiciaire et le service civil et/ou public fonctionnent en-dessous de la normale. Dans ce contexte, la Guinée-Bissau a adopté en novembre 2006 un document stratégique sur la RSDS avec pour objectif de changer la situation. Depuis lors, le pays a reçu de l'assistance et des promesses de soutien de la CEDEAO, de l'UA, du BINUGBIS, de l'UE, de la CPLP, de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et d'autres partenaires bilatéraux. Après les retards causés par le coup d'État de 2012, qui a entraîné le retrait de nombreux partenaires, la CEDEAO a démarré la mise en œuvre de son programme de soutien en 2013. Ce programme, qui a été estimé à 63 millions de dollars américains, prévoit la réhabilitation des infrastructures et des casernes, la caisse de retraite, la démobilisation, la retraite, le recrutement, la

réinsertion, la réintégration, la formation, ainsi que l'appui institutionnel. De ce montant, la CEDEAO a pu réhabiliter quatre des 12 casernes sélectionnées et identifier 2.282 militaires, policiers, des éléments de la garde nationale pour bénéficier d'un régime de retraite après leur démobilisation et leur retraite. Ce chiffre, qui représente environ la moitié de l'effectif total des forces armées dans le pays, comporte des combattants de la guerre de libération, qui sont restés en service depuis l'époque de la lutte de libération. Toutefois, ce processus a été bloqué par l'introduction du paiement d'indemnités destinées à fournir aux retraités les moyens de s'installer dans leur nouvelle vie. On craignait que si des sommes insignifiantes leur étaient versées à titre de pension, ils pourraient revenir et perturber le système après les avoir dépensées. La somme estimée à titre de prime est supérieure à 58 millions de dollars américains, ce qui est supérieur au montant nécessaire pour le paiement de la pension, estimé à environ 25 millions de dollars américains. La CEDEAO négocie toujours avec les autorités pour trouver un moyen de résoudre la question de la prime.

Avant la CEDEAO, l'UE a fourni une assistance financière et technique pour la mise en œuvre de la RSS dans le cadre des 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> Fonds Européens de Développement (FED) sur la période 2008-2013 pour un montant de 27 millions d'euros. Cette assistance couvrait un large éventail de secteurs, notamment la réforme du secteur judiciaire (6 millions d'euros), le renforcement de la lutte contre le trafic de drogue (2 millions d'euros), un programme de démobilisation (7,7 millions d'euros) et trois conseillers techniques déployés depuis octobre 2007 pour fournir des conseils sur le cadre institutionnel de la RSS, le développement d'instruments de compensation et de réintégration, la mise en place de régimes de retraite et

la préparation des processus restants nécessaires pour la RSS. Outre l'UE, beaucoup d'autres partenaires internationaux tant bilatéraux que multilatéraux sont impliqués dans la RSDS en Guinée-Bissau à savoir, l'assistance technique du Portugal, le soutien au Programme de modernisation des forces de sécurité, y compris la formation à l'application de la loi par le Brésil et le Portugal, le soutien de l'Espagne, de l'Italie, du Royaume-Uni et du PNUD au programme de renforcement des capacités de lutte contre le crime organisé, notamment le matériel et l'assistance techniques, le soutien du PNUD dans le cadre du programme de restructuration et de dimensionnement de la défense, le soutien du Fonds de consolidation de la paix des Nations unies (PBF), le soutien du Portugal, du Brésil et de l'Espagne au Programme de modernisation des forces de défense, pour réhabiliter les infrastructures militaires et la coopération militaro-technique, le soutien de la Chine, du Portugal, de la France, de l'Allemagne, du PBF et du PNUD dans le cadre du programme Justice et Sécurité, notamment l'administration de la justice, l'état de droit, l'accès à la justice, l'infrastructure et l'administration pénitentiaires, le soutien stratégique au processus RSS, actuellement entre le Brésil et le Royaume-Uni, entre autres. Avec tous ces programmes, la réforme du secteur de défense et de sécurité n'a pas encore atteint le niveau souhaité. Christoph Kohl en a résumé les principales raisons à savoir: 1) une compréhension et des attentes très divergentes du donateur et du côté bissau-guinéen; 2) le manque de coordination, d'intégration, de flexibilité et de continuité entre les différentes stratégies de réforme ; 3) les procédures structurelles ; 4) des ressources financières inadéquates ; 5) une intégration insuffisante des acteurs sociétaux et des représentants du secteur de la sécurité bissau-guinéenne dans le processus de réforme ; et 6) une mauvaise

communication. La Guinée-Bissau devrait déployer davantage d'efforts pour exploiter les grands intérêts manifestés par les partenaires, assurer la coordination et l'appropriation.

Deuxièmement, le retrait imminent de l'ECOMIB : la question du retrait imminent de l'ECOMIB constitue une pression sur les politiciens pour qu'ils accélèrent le dialogue et la sortie de l'impasse politique. Le président, appuyé par le groupe des femmes, a tenu plusieurs consultations avec les principaux acteurs. Des discussions ont lieu même si la question controversée de la nomination du Premier ministre subsiste. Vu le rapport de forces actuel entre les factions au sein du PAIGC, aucune résolution rapide n'est possible et ce, d'autant plus que chacune des factions a décidé de camper sur ses positions. Si la CEDEAO retire sa mission, il y a un risque de renversement des gains réalisés au cours des cinq dernières années. Le secteur de la défense et de la sécurité du pays n'étant pas encore entièrement réformé, l'absence de l'ECOMIB pourrait donner l'occasion à certains jeunes officiers de renverser les politiciens récalcitrants. Il s'agit là d'un défi qui nécessite une attention particulière.

Troisièmement, l'attention internationale soutenue : même si le soutien des partenaires de développement diminue, il n'en demeure pas moins que la communauté internationale accorde une attention particulière à la situation dans le pays. Sur le plan politique, la situation du pays est restée à l'ordre du jour de la CEDEAO, de l'UA, de l'ONU, de la CPLP et de l'UE. Ces organisations, qui se sont constituées en groupe P5, ont continué à s'impliquer quotidiennement dans les événements sur le terrain, dans le pays. Elles ont été médiateurs conjointement dans la crise tout en collaborant et en échangeant entre elles. Le P5 a tenu régulièrement des consultations avec les principaux ac-

teurs politiques qui ont trouvé dans le groupe P5, un moyen efficace de faire connaître à la communauté internationale leur propre version de la situation. Par exemple, en décembre 2016, Cipriano Cassama, président du Parlement, a invité le P5 pour leur rendre compte des efforts qu'il déploie pour sortir le pays de l'impasse. Il a affirmé qu'il voyait non seulement la nécessité, mais aussi le devoir de leur faire rapport. En mars 2017, il les a encore invités pour leur soumettre une proposition qu'il partageait avec le Conseil d'État. Le gouvernement a également noué le dialogue avec le groupe P5. Le P5 utilise une voix unifiée chaque fois que la situation l'exige. Par exemple, préoccupé par les propos incendiaires de certaines personnalités éminentes de l'Assemblée nationale populaire et du gouvernement, le P5 a publié une déclaration commune les appelant à faire preuve de retenue. Cette présence du Groupe dans la crise apaise la tension dans le pays, tandis que les partis laissent libre court à leurs préoccupations.

Au plan socio-économique, le rôle que jouent la Banque mondiale, le FMI et d'autres partenaires au développement s'avère très utile aux institutions de l'État. Par exemple, pour relancer l'activité économique et réduire la pauvreté, le FMI a accordé au pays en juillet 2015, une Facilité élargie de crédit (FEC) de 17,04 millions de DTS sur trois ans. Deux ans après, la Guinée-Bissau n'a accès qu'à 7,95 millions de DTS, qui a été utilisé pour renflouer les ressources budgétaires dans un contexte de mobilisation difficile des ressources nationales et de diminution du soutien des partenaires de développement. Cette aide a été très utile pour le fonctionnement de l'État. En outre, la subvention qu'accorde la Banque africaine de développement (BAD) à la Guinée-Bissau pour le renforcement de la gouvernance économique et financière est un autre soutien important

à ce pays. Le projet de cinq millions d'unités de compte de la BAD, prévu pour la période de juillet 2015 à juin 2019, vise à améliorer la gestion des finances publiques, à lutter contre la corruption, à renforcer le secteur privé et les acteurs non étatiques et à promouvoir l'état de droit. Une autre intervention importante est le développement des capacités du Programme alimentaire mondial en faveur du gouvernement dans le cadre du Plan stratégique *Terra Ranka* 2015-2020 du pays. Ce soutien vise à réduire la malnutrition, à promouvoir l'accès à l'éducation et à renforcer les capacités nationales de surveillance de la sécurité alimentaire. Ces soutiens et plusieurs autres similaires dans le secteur socio-économique aident à atténuer les effets négatifs de l'impasse politique dans laquelle se trouve le pays.

Quatrièmement, les prochaines élections législatives en 2018 : les élections législatives de 2018 sont l'occasion de changer la tendance au Parlement. Une nouvelle configuration de l'alliance des partis politiques pourrait permettre à une faction du PAIGC de triompher de l'autre, ce qui pourrait temporairement mettre

un terme à la crise ; et ce serait également l'occasion pour la population bissau-guinéenne de décider à qui confier les affaires de leur pays. Mais ce pourrait être aussi un moment conflictuel qui mènerait à une crise plus grave. Au moment où les forces ouest-africaines, l'ECOMIB, sont sur le point de se retirer de la Guinée-Bissau, on se rend compte que sans elles sur le terrain, le pays pourrait sombrer dans le chaos. Si la RSDS n'est pas renforcée et mise en œuvre, les institutions nationales de défense et de sécurité pourraient ne pas être en mesure de faire face à la situation.

Cinquièmement, la résilience de la société civile bissau-guinéenne est un autre moyen de soutenir l'aide internationale au pays. Le peuple a jusqu'à présent fait preuve de résilience face aux tentatives de manipulation par la religion et par l'ethnie et a enduré de longues souffrances sous un gouvernement sans programme. Bien que les travailleurs et les syndicats se soient mis en grève souvent, leurs descentes dans la rue et leurs manifestations n'ont pas dégénéré en une grave instabilité.

## CONCLUSION

La crise politique actuelle en Guinée-Bissau est une manifestation des pourparlers de l'élite sur la transformation socio-économique et politique de leur pays, d'un État socialiste à parti unique à un État démocratique libéral avec une économie de marché. Ces pourparlers ont été à la fois violents et pacifiques. La séparation de l'État et du marché typique dans les démocraties occidentales n'a pas encore eu lieu. L'État est toujours un acteur de l'économie bissau-guinéenne et contrôle même un secteur privé non développé. Ainsi, la transformation a favorisé certaines élites qui sont à la fois politiciens et hommes d'affaires. Par exemple, le Président Vaz et M. Pereira sont des hommes d'affaires. La compétition pour l'accès aux ressources s'est traduite en lutte pour le contrôle de l'État. Le sentiment ethno-religieux, qu'Amilcar Cabral et ses camarades ont tenté de transformer à travers le *modèle d'unité nationale dans l'ethnicité et la diversité*, est de plus en plus utilisé comme un outil de négociation politique. Dans leur lutte pour le contrôle politique, les élites ont profité des lacunes du système semi-présidentiel du pays pour rendre l'État dysfonctionnel. Les dispositions constitutionnelles relatives à la répartition des pouvoirs entre les organes de souveraineté sont problématiques dans la pratique. Lorsque les factions prennent le contrôle de l'un des organes de souveraineté, elles utilisent leur position pour créer une impasse dans la gouvernance. C'est ce qui explique l'impasse politique actuelle créée par les deux factions au sein du PAIGC, l'une dirigée par le président José Mário Vaz en tant que président et l'autre par son leader de parti et ancien Premier ministre, Domingos Simões Pereira. L'Accord de Conakry, négocié par la CEDEAO, devrait servir de mécanisme pour résoudre les désaccords sur la nomination

du Premier ministre et de son cabinet. Il vise également à faire avancer les discussions nationales sur les réformes constitutionnelles et politiques et à mettre le pays sur la voie du développement. Bien que la communauté internationale considère toujours l'Accord comme un cadre important pour sortir de l'impasse politique, la patience face à la lenteur des négociations et des compromis des élites tire à sa fin. La CEDEAO fait pression sur les élites pour qu'elles mettent fin à la crise en menaçant de retirer l'ECOMIB qui assure à la fois protection et sécurité aux élites politiques et aux institutions de l'État. Le retrait de l'ECOMIB, qui devrait commencer en fin septembre 2017, pourrait plonger le pays dans une situation incertaine. Les gains réalisés dans le redressement de l'économie, dans la réforme du secteur de défense et de sécurité et dans la démocratisation, risquent de s'effondrer.

## RECOMMANDATIONS

Compte tenu de ce qui précède, la présente étude recommande, comme orientations pour l'avenir, ce qui suit :

### Dans le court terme

- le report du retrait de l'ECOMIB : la CEDEAO devrait envisager de retarder le retrait de l'ECOMIB en tant que force principale pour la sécurité et la stabilité du pays, afin de soutenir le dialogue permanent entre les élites, institué par l'Accord de Conakry. Depuis lors, des militaires ayant été tenus à l'écart de la crise politique actuelle, grâce à la présence de l'ECOMIB et à d'autres efforts déployés au niveau international visant à la RSDS ; il est donc impératif de maintenir l'espace politique pour que les pourparlers des élites se poursuivent. À l'approche des élections législatives de 2018, la crise politique pourrait être accentuée par le désir de chacune des factions de survivre à la lutte politique.
- Le groupe P5 pourrait envisager de jouer un rôle de médiation plus proactive pour sortir le pays de l'impasse actuelle. Si les élites sont incapables de résoudre seules les désaccords, la communauté internationale pourrait assurer l'arbitrage dans la crise en amenant soit un technocrate, soit un responsable de la société civile, soit une éminente personnalité indépendante pour diriger un gouvernement inclusif comme prévu dans l'Accord de Conakry. Vu l'état actuel des choses, les élites ne peuvent être laissées pour faire face à une situation qui est de leur fait, car chaque faction refuse toute concession et décide de ne pas faire le premier pas.
- La communauté internationale, dirigée par le groupe P5, devrait se concentrer sur les prochaines élections législatives de 2018 et soutenir le processus électoral dans l'espoir que cela donnerait à la population l'opportunité de changer la tendance actuelle du Parlement, en décidant de celui à qui confier leurs affaires. Le mandat des responsables actuels de la Commission électorale nationale (CEN) a expiré et sa reconstitution se fait normalement en séance plénière de l'Assemblée nationale populaire. Si elle n'est pas résolue, l'impasse politique actuelle pourrait compromettre les prochaines élections.
- Les sanctions devraient être maintenues à l'encontre des personnes ou des organisations qui commettent des actes entravant à la paix, la sécurité, la stabilité et le développement du pays et d'autres pays. La poursuite en justice des trafiquants de drogue, par la communauté internationale dirigée par les États-Unis d'Amérique, est un bon exemple de la façon dont les actions mondiales pourraient atténuer les problèmes mondiaux. La CEDEAO pourrait également appliquer ses menaces de sanctions contre des individus ou des groupes qui perturbent les pourparlers et le dialogue politiques nationaux en cours.
- L'engagement de la société civile, des femmes, des jeunes, des chefs traditionnels et religieux, des travailleurs et des syndicats dans la situation politique, devrait être soutenu. La société civile devrait être encouragée à poursuivre et à promouvoir les intérêts de la population et à ne pas s'identifier aux intérêts personnels des élites politiques.
- Le groupe P5 devrait assurer la coordination, le suivi et l'évaluation des différents pro-

grammes RSDS lancés par les partenaires. La question de prime devrait être intégrée dans la caisse de retraite, et des fonds pourraient être mobilisés pour payer les indemnités. D'autres aspects des programmes RSDS, tels que la réforme de la police et de la justice, devraient également recevoir plus d'attention.

- Les réformes économiques et financières du pays, soutenues par les institutions financières et de développement internationales devraient se poursuivre. La Stratégie de développement *Terra Ranka* 2015-2020 devrait être renforcée et mise en œuvre, autant que possible.

### Dans le moyen terme

- Comme prévu dans les Accords de Conakry, le processus de réforme constitutionnelle devrait être poursuivi dans le cadre du dialogue national et orienté spécifiquement sur la question de la séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire.
- Des processus de réforme politique devraient être lancés pour décourager les élus politiques de détenir ou de promouvoir des entreprises privées.
- La réforme politique devrait également inclure la réglementation du financement des partis politiques, du rôle des médias et des forces de sécurité pendant les élections afin de garantir une distribution équitable et juste du temps d'antenne et de la couverture de sécurité pour les différents acteurs.
- Le processus de réforme devrait offrir un espace aux chefs traditionnels et religieux, aux femmes et aux jeunes, pour faire

entendre la voix du peuple, plutôt que des campagnes de division dans les processus politiques du pays.

- Des législations et des agences nationales devraient être mises en place ou renforcées pour établir des lois et des réglementations économiques et financières pour les affaires du pays afin de résoudre les problèmes de corruption, de mauvaises gestions économique et financière aussi bien des investisseurs que des fonctionnaires nationaux.

### Dans le long terme

- Les Bissau-Guinéens devraient œuvrer pour que les richesses naturelles et agricoles profitent non seulement à la population, mais contribuent également à la sécurité économique et alimentaire de l'Afrique. Cela peut être réalisé en améliorant la capacité de négociation du pays pour promouvoir ses termes de l'échange et les investissements étrangers.
- Les acteurs nationaux devraient poursuivre un programme d'intégration nationale à l'instar du *modèle national-unité-dans-la-diversité ethnique* mis en œuvre par les dirigeants fondateurs du pays.
- Le gouvernement devrait poursuivre une politique étrangère qui tienne compte de la position géostratégique du pays et mettre également l'accent sur la politique de bon voisinage et les conventions micro-régionales dans la gestion des ressources en eau, la lutte contre la piraterie et autres crimes le long des frontières terrestres.



## REFERENCES

1. Abreu, Alexandre José Germano, 2012, *Migration et développement en Guinée-Bissau contemporaine : une approche de l'économie politique*. Thèse de doctorat, SOAS, Université de Londres, pp.131-134.
2. BAD, 2001, *Rapport d'évaluation : Projet d'appui au secteur de la pêche*, République de Guinée-Bissau, [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Guinea\\_Bissau\\_-\\_Fishing\\_Sector\\_Support\\_Project\\_-\\_Appraisal\\_Report.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Guinea_Bissau_-_Fishing_Sector_Support_Project_-_Appraisal_Report.pdf), p1.
3. BAD, 2015, *Projet d'appui au renforcement de la gouvernance économique et financière de la Guinée-Bissau (PARGEF)*, Groupe de la Banque africaine de développement.
4. Agences, 2011, *la Guinée-Bissau offre un sanctuaire à Kadhafi*, Al-Jazeera, 11 septembre, <http://www.aljazeera.com/news/africa/2012/05/2012518211637238186.html>
5. Agences, 2012, *l'ONU impose des sanctions à l'encontre de la Guinée-Bissau*, Al-Jazeera, 19 mai. <http://www.aljazeera.com/news/africa/2012/05/2012518211637238186.html>.
6. Ali B. Ali-Dinar, 1998, *IRIN Afrique de l'Ouest : intervention du Sénégal en Guinée-Bissau*, Université de Pennsylvanie - African Studies Centre.
7. ANGOP, 2011, *le ministre souligne l'engagement dans les réformes militaires en Guinée-Bissau*, Angola Press News Agency, 28 décembre.
8. Antony Loewenstein, 2016, *Dans un État d'oublié: toute la lumière sur la Guinée-Bissau*, Arguments africains, <http://africanarguments.org/2016/10/21/in-a-forgotten-state-shining-a-light-on-guinea-bissau/>.
9. APA, 2017, *le leader de la G / Bissau appelle à une réunion de crise pour sortir de l'impasse politique*, 13 mars, <http://apanews.net/en/news/gbissau-leader-calls-crisis-meeting-to-resolve-political-stalemate>.
10. APA News, 2017, *Guinea-Bissau : sept pirogues sénégalaises saisies, quatre s'échappent avec un élément de la marine nationale*, 18 juillet. <http://apanews.net/index.php/fr/news/gbissau-sept-pirogues-senegalaises-saisies-quatre-autres-sechappent-avec-un-element-de-la-marine-nationale>.
11. Bacar Balde, 2014, *Investidura do novo Presidente da República*, Nô Pintcha, Junho 24.
12. BBC, 1990, *Guinea-Bissau Communique Reports New Border Clashes in North*, BBC Summary of World Broadcasts, 25 mai. <http://web.stanford.edu/group/tomzgroup/pmwiki/uploads/3952-1990-05-25-LN-a-RCW.pdf>.

13. Braima Darame, 2014, *PAIGC Congress immersed in crises*, Deutsche Welle, 3 février. <https://translate.google.com/translate?hl=en&sl=pt&u=http://www.dw.com/pt-002/congresso-do-paigc-mergulhado-em-crisis/a-17406075&prev=search>.
14. Brendan Pierson and Nate Raymond, 2016, *Guinea Bissau's ex-navy chief sentenced in prison in U.S. drug case*, Reuters, 4 octobre, <http://www.reuters.com/article/us-usa-bissau-natchuto-idUSKCN124298>.
15. Canosaba, 2016, « *FUNPI* » Guinea-Bissau: Braima Camará Delivers Names of Debtors to the Public Ministry, 1er avril, <https://translate.google.com/translate?hl=en&sl=pt&u=http://conosaba.blogspot.com/2016/04/funpi-guine-bissau-braima-camara.html&prev=search>.
16. Carlos Filipe, 2014, *Biografia oficial de Domingos Simões Pereira*, 1<sup>o</sup> Ministro da G-Bissau, BISSAU RESISTE, 21 novembre, <http://bissauresiste.blogspot.com.ng/2014/11/biografia-oficial-de-domingos-simoes.html>.
17. Cecoforma, 2015, International Conference for Guinea-Bissau « *Terra Ranka* » 25 mars, <http://www.cecoforma.be/en/events/370>.
18. Chris Collins, 2016, *Fresno State alum fights for his political life in Guinea-Bissau*, The Fresno Bee, September 26, <http://www.fresnobee.com/news/local/article36640668.html#storylink=cpy>.
19. Christoph Kohl, 2010, *National Integration in Guinea-Bissau since Independence*, Cadernos de Estudos Africanos, pp. 85-109, <http://cea.revues.org/155?lang=en#citedby>.
20. Christoph Kohl, 2014, *The Reform of Guinea-Bissau's Security Sector Between demand and practice*, Peace Research Institute Frankfurt (PRIF) Report No. 126, Frankfurt: PRIF, p1.
21. CIA, 2017, *World Factbook-Africa: Guinea-Bissau*, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/pu.html>.
22. *Constitution de la République de Guinée-Bissau Adoptée en 1984, Amendée en 1991, 1993, 1996*, [https://www.icrc.org/applic/ihl/ihl-nat.nsf/0/8ff8cad34667b579c1257083002a6fa8/\\$FILE/Constitution%20Guinea%20Bissau.doc](https://www.icrc.org/applic/ihl/ihl-nat.nsf/0/8ff8cad34667b579c1257083002a6fa8/$FILE/Constitution%20Guinea%20Bissau.doc).
23. *Déclaration conjointe des cinq organisations internationales Partenaires du processus de consolidation de la paix en Guinée-Bissau* (UA, CEDEAO, CPLP, UE and AU), fait à Bissau, le 15 mars 2017.
24. DW, 2016, *Guinea-Bissau names new prime minister, fifth in nine months*, <http://www.dw.com/en/guinea-bissau-names-new-prime-minister-fifth-in-nine-months/a-36448890>.
25. Commission européenne, 2017, *Guinée-Bissau: Accord de Partenariat dans le secteur de la pêche*, [https://ec.europa.eu/fisheries/cfp/international/agreements/guinea\\_bissau\\_en](https://ec.europa.eu/fisheries/cfp/international/agreements/guinea_bissau_en).

26. Economy Watch, 2011, *Guinea-Bissau Economy: One of the Poorest Economies*, June 29, <http://www.businessinsider.com/guinea-bissau-economy-one-of-the-poorest-economies-2011-6?IR=T>.
27. CEDEAO, 2017, *Communiqué final : Mission ministérielle de haut niveau de la CEDEAO en République de Guinée-Bissau*, Commission de la CEDEAO, <http://www.ecowas.int/ecowas-high-level-ministerial-mission-to-the-republic-of-guinea-bissau/>.
28. CEDEAO, 2016, *Accord de Conakry sur la mise en œuvre de la feuille de route pour la résolution de la crise politique en Guinée-Bissau*.
29. CEDEAO, 2017, *Communiqué final : 51<sup>e</sup> Session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement*, Monrovia, Liberia.
30. Ed Vulliamy, 2008, *How a tiny West African country became the world's first narco state*, the guardian, march 9, <https://www.theguardian.com/world/2008/mar/09/drugstrade>.
31. Encyclopaedia of Nations, 2017, Guinea Bissau, <http://www.nationsencyclopedia.com/geography/Congo-Democratic-Republic-of-the-to-India/Guinea-Bissau.html>.
32. EU, 2014, *Guinea Bissau: FINAL REPORT Presidential and Legislative Elections*, 13 April, European Union Election Observation Mission, [http://www.eods.eu/library/eueom-guineabissau-final-report\\_en.pdf](http://www.eods.eu/library/eueom-guineabissau-final-report_en.pdf).
33. European Commission, 2017, *Guinea Bissau, International Cooperation and Development*, [https://ec.europa.eu/europeaid/countries/guinea-bissau\\_en](https://ec.europa.eu/europeaid/countries/guinea-bissau_en).
34. EUR-Lex, 2011, *DÉCISION DU CONSEIL* du 4 décembre 2007 concernant la conclusion de l'Accord sous forme d'échange de correspondance sur l'application provisoire du Protocole fixant les opportunités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'Accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre Communauté européenne et République de Guinée-Bissau pour la période du [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=uriserv:OJ.L\\_.2007.342.01.0001.01.ENG](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2007.342.01.0001.01.ENG).
35. Exclusive Analysis Ltd, 2017, *Guinea-Bissau Coup Means Angolan Investments at High Risk*, African Arguments, 17 avril, <http://africanarguments.org/2012/04/17/guinea-bissau-coup-means-angolan-investments-at-high-risk-by-exclusive-analysis/>.
36. FAO, 2001, *The Republic of Guinea-Bissau: General Economic Data*, <http://www.fao.org/fi/oldsite/FCP/en/GNB/profile.htm>.
37. Fernando Loureiro Bastos, 2013, *Introduction to the Constitution of the Republic of Guinea-Bissau*, University of Pretoria, [http://www.icla.up.ac.za/images/country\\_reports/guinea\\_bissau\\_country\\_report.pdf](http://www.icla.up.ac.za/images/country_reports/guinea_bissau_country_report.pdf).
38. Field notes, 2017. Interview with former UN official working with the UNSRSG.

39. Field notes, 2017 *Interview with a former deputy Force Commander of ECOMIB*; former Chief of General Staff, Admiral Zamora Induta is currently facing a military tribunal.
40. Freedom House, 2016, *Guinea-Bissau*, <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2016/guinea-bissau>.
41. Georges Rebelo Chikoti, 2012, *Angola's External Relations in Africa*, HE Minister for External Relations, Angola, London: Chatham House, p7.
42. Gilles Olakounlé Yabi, 2010, *The Role of ECOWAS in Managing Political Crisis and Conflict: The Cases of Guinea and Guinea-Bissau*, Friedrich-Ebert-Stiftung, Regional Office Abuja, p15.
43. GlobalSecurity.org, 2017, *Guinea-Bissau Civil War: ECOMOG Operations* (juin1998-avril 1999), <https://www.globalsecurity.org/military/world/war/guinea-bissau-2.htm>.
44. *Guinea-Bissau's Constitution of 1984 with Amendments through 1991*, Translated by Marcia W. Coward, Oxford University Press, Inc. [https://www.constituteproject.org/constitution/Guinea\\_Bissau\\_1991.pdf?lang=en](https://www.constituteproject.org/constitution/Guinea_Bissau_1991.pdf?lang=en).
45. Jan Lahmeyer, 2002, *Guinea-Bissau historical demographical data of the whole country*, <http://www.populstat.info/Africa/guinbisc.htm>.
46. José Mário Vaz é o candidato do PAIGC às presidenciais na Guiné-Bissau, Novas da Guiné Bissau, <http://novasdaguinebissau.blogspot.com>.
47. João Alage Fadia, 2017, *Guinea-Bissau: Letter of Intent, Memorandum of Economic and Financial Policies, and Technical Memorandum of Understanding*, Fond monétaire international, 17 juin 17. <https://www.imf.org/external/np/loi/2017/gnb/061717.pdf>.
48. New World Encyclopedia, 2017, *Guinea-Bissau*, <http://www.newworldencyclopedia.org/entry/Guinea-Bissau>.
49. News24, 2017, *Guinea-Bissau reaps reward as world goes nuts for cashews*, 2017-09-24 14:01, [http://www.news24.com/Africa/News/guinea-bissau-reaps-reward-as-world-goes-nuts-for-cashews-20170924. \)](http://www.news24.com/Africa/News/guinea-bissau-reaps-reward-as-world-goes-nuts-for-cashews-20170924.)
50. OEC, *Guinea-Bissau, The Observatory of Economic Complexity*, <http://atlas.media.mit.edu/en/profile/country/gnb/>.
51. Perry Wheeler, 2017, *Greenpeace and Guinea-Bissau authorities arrest fishing vessels for multiple infringements*, GREENPEACE, <http://www.greenpeace.org/usa/news/greenpeace-and-guinea-bissau-authorities-arrest-fishing-vessels-for-multiple-infringements/>.
52. Rajesh Ravi, 2017, *Cashew prices hit record high on robust demand*, Financial Express, <http://www.financialexpress.com/market/commodities/cashew-prices-hit-record-high-on-robust-demand/731611/>

53. Reuters, 2016, *Guinea Bissau ruling party expels 15 members after voting block*, 15 janvier. <http://af.reuters.com/article/commoditiesNews/idAFL8N14Z2J0>.
54. Reuters Staff, 2016, *Guinea-Bissau's President Vaz sacks PM, dissolves government*, Reuters, 12 mai. <https://www.reuters.com/article/us-bissau-politics/guinea-bissaus-president-vaz-sacks-pm-dissolves-government-idUSKCN0Y31WW>.
55. Richard Andrew Lobban, René Pélissier, Rosemary Elizabeth Galli, 2017, *Guinea-Bissau*, Encyclopædia Britannica, <https://www.britannica.com/place/Guinea-Bissau>.
56. Rosemary Elizabeth Galli, 1989, *The Political Economy of Guinea-Bissau: Second Thoughts*, *Journal of the International African Institute*, Vol. 59, No. 3 (1989), pp. 371-380
57. Rosemary Elizabeth Galli, René Pélissier, Richard Andrew Lobban, 2017, *Guinea-Bissau: Introduction and quick facts*, Encyclopædia Britannica, Inc., <https://www.britannica.com/place/Guinea-Bissau>.
58. Security Council Report, 2016, *Guinea Bissau, August 16 Monthly Forecast*, [http://www.securitycouncilreport.org/monthly-forecast/2016-08/guinea-bissau\\_14.php](http://www.securitycouncilreport.org/monthly-forecast/2016-08/guinea-bissau_14.php).
59. SEN360, 2016, *Bissau - 20 millions de dollars détournés de leur objectif, Braima Camara saisit le procureur général*, <http://www.sen360.fr/actualite/bissau-20-millions-de-dollars-detournes-de-leur-objectif-braima-camara-saisit-le-procureur-general-462815.html>.
60. *Discours du Président de la République devant la session de l'Assemblée nationale populaire*, 3 juillet 2015.
61. The African Report, 2015, *Guinea-Bissau declares logging moratorium as illegal trade to China rises*, 3 avril, <http://www.theafricareport.com/West-Africa/guinea-bissau-declares-logging-moratorium-as-illegal-trade-to-china-rise.html>.
62. The Economist, 2014, *PAIGC elects new leader*, 13 février, <http://country.eiu.com/article.aspx?articleid=391533023&Country=Guinea-Bissau&topic=Politics&subtopic=Forecast&subsubtopic=Election+watch&u=1&pid=1853312169&oid=1853312169&uid=1>.
63. The Guardian, 2014, *China's red furniture craze fueling illegal logging in Guinea-Bissau*, 23 juillet, <https://www.theguardian.com/global-development/2014/jul/23/china-furniture-rosewood-illegal-logging-guinea-bissau>.
64. Thomas G.P., 2012, *Guinea-Bissau: Mining, Minerals and Fuel Resources*, AZO MINING, <https://www.azomining.com/Article.aspx?ArticleID=207>.
65. UN, 2014, *Report of the Secretary-General on the restoration of constitutional order in Guinea-Bissau*, United Nations Security Council, [https://uniogbis.unmissions.org/sites/default/files/s\\_2014\\_105\\_0.pdf](https://uniogbis.unmissions.org/sites/default/files/s_2014_105_0.pdf), p1.

66. ONU, 2008, *Commission de consolidation de la paix - configuration spécifique à la Guinée-Bissau. Discussion thématique sur la réforme du secteur de la sécurité et l'État de droit* - 18 juin 2008. Document d'information sur la réforme du secteur de la sécurité en Guinée-Bissau, [http://www.un.org/en/peacebuilding/cscs/gb/key\\_docs/bg\\_paper\\_ssr\\_18\\_06\\_08.pdf](http://www.un.org/en/peacebuilding/cscs/gb/key_docs/bg_paper_ssr_18_06_08.pdf)
67. UNIOGBIS, 2017, *mandate, UN Integrated Peace-building Office in Guinea-Bissau*, <https://uniogbis.unmissions.org/en/mandate>.
68. UNIOGBIS, 2016, *Cashew Nut Central to Guinea-Bissau Economy: A Blessing or A Curse?* United Nations Integrated Peacebuilding Office in Guinea-Bissau (UNIOGBIS).
69. Weigel, J.-Y., Féral, F., & Cazalet, B., 2011, *Governance of marine protected areas in the least- developed countries. Case studies from West Africa*. Fisheries and Aquaculture Technical Paper 548. Rome: FAO cited in Juliette Hallaire, 2015, *Constructing Maritime Geographies: The Pragmatic Mobility of Senegalese Fishermen*, a thesis submitted for the degree of Doctor of Philosophy In Human Geography, Keele University.
70. WFP, 2016, *Country Programme Guinea-Bissau 200846 (2016–2020)*, World Food Programme, Via Cesare Giulio Viola, 68/70, 00148 Rome, Italy, <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/eb/wfp279707.pdf>.
71. Yadira Soto-Viruet, 2010, *The Mineral industries of The Gambia, Guinea-Bissau, and Senegal*, U.S. Geological Survey Minerals Yearbook—2010.
72. Yannis Arvanitis, 2014, *Natural resources in Guinea-Bissau: Getting it right from the start*, Banque africaine de développement, 16 octobre, <https://www.afdb.org/en/blogs/measuring-the-pulse-of-economic-transformation-in-west-africa/post/natural-resources-in-guinea-bissau-getting-it-right-from-the-start-13630/>.
73. Yannis Arvanitis, Luca Monge Roffarello, Inacio Ie, 2017, *Guinea-Bissau, AFRICAN ECONOMIC OUTLOOK*, <http://www.africaneconomicoutlook.org/en/country-notes/guinea-bissau>.
74. 40 NOTES: Ch. 12: *Guinea-Bissau and Amilcar Cabral: The Revolution in Guinea-Bissau and the Heritage of Amilcar Cabral*, p.262, <http://ismpressbooks.com/africa-in-struggle/guinea-bissau.pdf>.



## Séries FES sur la Paix et la Sécurité en Afrique No. 26

### A propos des Séries FES sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Le manque de sécurité est l'un des principaux obstacles au développement et à la démocratie en Afrique. L'existence de conflits violents prolongés ainsi que le manque de responsabilisation du secteur de la sécurité dans de nombreux pays remettent en question la coopération dans le domaine du secteur de la sécurité. La récente mise en chantier d'une Architecture de paix et de sécurité en Afrique fournit le cadre institutionnel pour promouvoir la paix et la sécurité.

### A propos de la publication

La Guinée-Bissau est un petit pays d'Afrique de l'Ouest avec environ 1,85 million d'habitants, qui a connu progressivement la violence et l'instabilité. Depuis son accession à l'indépendance en 1974 après 11 ans de lutte révolutionnaire, cette ancienne colonie portugaise a connu des coups d'État militaires, des mutineries, des assassinats et une guerre civile. En 2014, après une décennie marquée par des coups d'État, l'instabilité et la violence intermittentes, le président José Mário Vaz est rentré au pays. Une lueur d'espoir pointe alors à l'horizon concernant une stabilité future dans ce pays où un gouvernement élu n'a jamais terminé son mandat. Malheureusement, tel n'a pas été le cas. Depuis un an et demi, le pays a sombré dans

En tant que Fondation politique attachée aux valeurs de la démocratie sociale, la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) vise à renforcer l'interface entre la démocratie et la politique de sécurité. La FES facilite donc le dialogue politique sur les menaces à la sécurité et les réponses qui y sont apportées au plan national, régional et continental. Les Séries FES sur la Paix et la Sécurité en Afrique cherchent à contribuer à ce dialogue en faisant des analyses pertinentes, largement accessibles.

des rivalités entre ses élites politiques au centre desquelles se trouvent le Président José Mario Vaz et le principal dirigeant de son parti, le Premier Ministre Domingoes Simoes Pereira. Pour tenter de sortir de cette impasse politique, une médiation de haut niveau de la CEDEAO a été lancée sous la direction de Son Excellence le Professeur Alpha Condé, Président de Guinée (Conakry). Cet effort de médiation a abouti, en 2016, à l'adoption d'une feuille de route et à la signature d'un accord de paix respectivement à Bissau et à Conakry. Ces accords sont communément appelés « Accord de Conakry ». Cependant, sa mise en œuvre se heurte à de très grandes difficultés qui hélas plongent chaque jour d'avantage le pays dans une crise profonde.

